

**APRÈS LES MUNICIPALES,
L'EXTRÊME DROITE
S'EMBOURGEOISE**

**DE L'ARGENT POUR L'ÉDUCATION, PAS
POUR LES MARCHANDS DE CANONS !**

RÉVOLUTIONNAIRES

54 02 AVRIL 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**IL N'Y A PAS D'ARGENT
POUR L'ÉCOLE,
NI POUR L'HÔPITAL**

**MAIS IL EN PLEUT POUR
LA GUERRE,**

RAS-LE-BOL !

ÉDITORIAL

**Cette sale guerre
contre des
peuples n'est pas
la nôtre. Refusons
de la payer !**

Cela fait maintenant plus d'un mois que les États-Unis et Israël ont lancé leur offensive contre l'Iran. Ils y ont mené plus de 1 500 bombardements, causant près de 2 000 morts, 25 000 blessés et 3 millions de déplacés à l'intérieur du pays. L'intensification de la guerre menée par Israël au Liban a fait elle aussi des milliers de morts et plus de 500 000 réfugiés, ayant fui le Sud-Liban que l'armée israélienne s'appête à occuper durablement. Sous prétexte de sécurité et de lutte contre des dictatures, les dirigeants impérialistes sèment la guerre, la dévastation et la mort au Moyen-Orient.

Les véritables raisons, leur droit au pillage des ressources à coups de talon de fer sur les peuples, apparaissent au vu et au su de tous.

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS LUI AUSSI FAUTEUR DE GUERRE

Le gouvernement français implique la France dans cette guerre. Par les paroles et par les actes. Macron a tout de suite légitimé les bombardements américains et israéliens sur l'Iran, désignant la République islamique comme responsable. Une dictature que la population iranienne contestait encore il y a

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



POLITIQUE	p. 1 à 5	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	VIE DU PARTI	p. 14
Éditorial Cette sale guerre contre des peuples n'est pas la nôtre. Refusons de la payer !	Le cadmium s'invite à table ! Mort de Loana : Quand la réalité du capitalisme dépasse sa télé-réalité Macron : un pas de plus dans la guerre où il dit ne pas vouloir aller Indexation des salaires sur les prix à la pompe ! Non à la loi Yadan ! Non à la répression de la solidarité avec la Palestine ! La chasse aux « colis chinois » continue	Trump : le risque des dérapages incontrôlés Moyen-Orient : guerre, pétrole et crise économique Israël : le vote démocratique de la peine de mort pour les Palestiniens Cuba : non aux compromis avec l'impérialisme sur le dos des travailleurs ! Qu'y a-t-il derrière le « non à la guerre » de Pedro Sánchez ? À bas la guerre, le racisme et l'extrême droite ! 50 ans après le coup d'État de 1976 en Argentine : des centaines de milliers de personnes dans les rues contre Milei et l'extrême droite	DE L'ARGENT POUR L'ÉDUCATION, PAS POUR LES MARCHANDS DE CANONS ! L'école publique attaquée par des réformes depuis des années AESH : faire front contre les attaques et la précarité Hiver 2024 dans le 93 : une grève historique 2019 et 2020 : deux ans de luttes et d'expériences pour les profs Marseille : profs, parents, élèves, tous ensemble pour des moyens pour l'école !	Ivry-sur-Seine, 94 : « Securitas réveille-toi, nos salaires ne suivent pas ! » La protection des travailleurs contre l'exposition aux produits toxiques ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes ! Beaux-Arts Rouen : la goutte d'eau... 24 mars : une journée de grève réussie à Cenexi Pelico : La direction s'acharne. Non au licenciement d'Alexandre ! Triage de Sibelin : les aiguilleurs gagnent le premier round	Lisi Automotive : une nouvelle semaine de grève contre la fermeture Elior-Derichebourg Grenoble : en grève contre le mépris et le manque de moyens Les quatrièmes RNO : • Intervention de Florence, travailleuse sociale pour la ville de Paris • Intervention de Selma, conductrice de bus • Intervention de Pierre, conducteur de bus interurbains • Intervention de Maria, postière	Pour la quatrième année, depuis août 2023, nos rencontres d'été révolutionnaires CULTURE Livres • Films NPA JEUNES-R p. 16 Les assises du financement des facs, ou comment nous faire payer leur crise Université de Bordeaux : étudiants et personnel contre les coupes budgétaires Faut-il désarmer la police ? « Solidarité Palestine » à Paris : stop à la guerre impérialiste ! En Iran, après les écoles, les États-Unis bombardent les universités			

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

quelques semaines, avant de recevoir des bombes, et que Trump pourrait finalement choisir de laisser au pouvoir. Actuellement, l'armée française participe aux opérations : tous les jours des avions Rafale s'envolent pour abattre drones et missiles iraniens. Le porte-avions Charles de Gaulle a été envoyé dans la région et plus d'un millier de soldats français y sont déployés, entre Abou Dabi, l'Irak et Djibouti.

PARTOUT, LES PEUPLES PAIENT LE COÛT DU MILITARISME

Au Moyen-Orient, ce sont des milliers de morts et de blessés. En Europe ou aux États-Unis, c'est le niveau de vie de la population qui va être durement impacté. Le budget d'austérité imposé à coup de 49.3 visait déjà à nous imposer bien des sacrifices, pour les plus grands profits des grandes entreprises, en premier lieu des patrons de l'armement. Autant d'argent pris sur la santé, sur l'éducation, sur tout ce qui nous est utile, pour privilégier des milliards d'euros de subventions aux patrons et la hausse des dépenses militaires. Et voilà que Lecornu annonce une rallonge de 8,5 milliards d'euros, sur les 16 milliards déjà prévus, pour la loi de programmation militaire 2016-2030... pour acheter encore plus de munitions ! Et il n'y aurait pas d'argent magique ? Les Dassault et autres marchands de mort se frottent les mains. Chaque missile tiré coûte un million l'unité, un million également pour chaque journée d'opération du Charles de Gaulle et 20 000 euros l'heure de vol du Rafale.

À NOUS DE RENDRE COUP POUR COUP !

Non seulement on nous présente l'addition pour payer tout cet arsenal, mais nous subissons l'explosion du prix du pétrole et du gaz, et ses répercussions sur les prix en général. Aux États-Unis, une troisième édition des manifestations « No Kings » (pas de roi) contre Trump a rassemblé des millions d'Américains dénonçant sa politique meurtrière contre l'immigration, mais aussi la guerre au Moyen-Orient et ses conséquences sur le coût de la vie. En France également, c'est dans la rue et dans les luttes qu'il faudra s'opposer à la guerre et mettre en avant nos propres intérêts de travailleurs et de travailleuses : de l'argent pour les services publics, pas pour l'armée, des hausses des salaires et des pensions de retraite pour faire face à l'inflation galopante. Suite aux luttes menées depuis plusieurs semaines par profs, parents et lycéens dans la région de Marseille, une journée de grève dans l'Éducation nationale a eu lieu mardi 31 mars contre les suppressions de postes et d'heures de cours prévues par le gouvernement. Face à un système capitaliste qui a pour seul moteur l'exploitation et la guerre, organisons-nous.

• 30/03/2026

APRÈS LES MUNICIPALES

« La stratégie de la cravate » du RN resserre son noeud coulant

À Carcassonne, le premier décret du nouveau maire RN est l'interdiction de la mendicité dans la ville... Pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris : le RN ne lutte pas contre la misère, il criminalise les pauvres ! Pourtant, les élections municipales ont permis au RN et à ses alliés (essentiellement l'UDR de Ciotti) de prendre la tête de plus de 70 communes, dont 57 de plus de 3 500 habitants, pour un total de 1,62 million d'habitants. Le RN a conservé toutes les mairies qu'il administrait depuis 2020 et, dans celles-ci, la tendance est à l'amplification de ses scores. Dans le Pas-de-Calais autour d'Hénin-Beaumont, les mairies nouvellement gagnées le sont par des militants du RN mis en couveuse dans des postes administratifs ou de « chargé de communication » dans la commune « mère » dirigée par Steve Briois, gagnée dès 2014 suite au naufrage électoral du PS dans le pays minier. Une fois mis son pied dans la porte, il suffit au RN de mettre des patins pour peupler le reste des maisons communales du secteur. Au total, ce sont désormais 151 000 habitantes et habitants du Pas-de-Calais qui sont dirigés par un maire RN dans un département qui compte également dix députés d'extrême droite sur douze. Voilà un visage « respectable » et efficace, une vitrine idéale, décorée par Marine Le Pen et que Bardella lèche tout naturellement.

Le RN avec l'UDR progresse aussi en nombre de conseillers municipaux, avec 3 121 sièges obtenus lors de ces élections (contre 827 aux municipales de 2020). D'autres formations d'extrême droite cumulent 306 élus, auxquels il faut ajouter une palanquée d'élus « sans étiquette » dans de nombreuses petites communes mais dont l'appartenance à l'extrême droite est évidente au vu de leurs positionnements

présents ou passés. Cela promet d'ores et déjà au RN d'augmenter son nombre de sénateurs lors du prochain renouvellement du Sénat, par moitié en septembre prochain, et sans doute de pouvoir constituer un groupe parlementaire au sein de celui-ci. En effet, avec au moins dix sénateurs, il est possible de constituer un groupe, avec toute la manne financière qui en découle, avec cette volonté du RN d'accentuer encore son intégration dans les institutions parlementaires bourgeoises... dans l'optique de la présidentielle de 2027. En attendant, le RN vise la tête de « communautés de communes », notamment celles de Perpignan (66) et de Beaucaire (30). Un paradoxe pour le RN qui a toujours fustigé cet échelon administratif comme « une entrave à la liberté communale » mais qui finalement, comme tout bon parti bourgeois, s'empresse de gérer ces structures dotées de larges compétences en termes de marchés offerts aux capitalistes en matière de transports, de logement, de travaux publics, etc. Autant Bardella s'est empressé au soir du deuxième tour de claironner sur « la percée historique » du RN, autant l'appareil du RN reste discret sur les intenses négociations qui ont lieu depuis avec le reste des maires de droite de ces deux zones géographiques. L'union des droites chapeauté par le RN aurait-elle encore besoin d'un peu de pénombre avant qu'elle puisse éclater au grand jour pour 2027 ?

MARIE DAROUEN • 30/03/2026

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 54 • 2 AVRIL 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

Divorce à gauche

La gauche n'en finit plus de consommer son divorce : La France insoumise (LFI) avait utilisé son poids électoral et dans l'opinion pour, à deux reprises, faire renaître de ses cendres l'union de la gauche, avec la Nupes, puis le Nouveau Front populaire. Elle a ainsi contribué à remettre en selle un Parti socialiste (PS)... qui désormais la voue aux gémonies.

À Toulouse, alors que la somme des scores au premier tour de LFI et du PS dépassait 52 %, la liste fusionnée LFI et PS de second tour a plafonné à 46 %, contre 54 % à Moudenc, le maire de droite sortant. Il ne fallait pas s'allier avec LFI, proclament les caciques du PS ! Les résultats montrent certes une petite baisse en voix de la liste fusionnée (- 3 594 voix), mais surtout une progression de la participation qui passe de 56,4 % à 62,5 % (+ 17 022 suffrages exprimés) : la perspective d'un maire Insoumis a peut-être effrayé quelques électeurs PS, mais a surtout mobilisé l'électorat réac qui s'était abstenu au premier tour.

Quant aux résultats de Lyon, par exemple, où la liste fusionnée du maire sortant avec LFI a déjoué les pronostics favorables au candidat de la droite, Aulas, ils pourraient être interprétés en sens inverse de ceux de Toulouse.

Mais qui peut croire à la bonne foi des dirigeants du PS, d'autant qu'ils ont largement contribué à la campagne de calomnies contre LFI qui a forcément eu des effets au second tour ? De part et d'autre, ce sont des calculs et ambitions politiques pour la Présidentielle de 2027 : Mélenchon n'a aucune chance d'accéder au second tour en 2027, encore moins de l'emporter si, par miracle, il se qualifiait : il faut donc que le candidat qui sera opposé au RN réunisse les voix

de la gauche, du centre et d'une partie de la droite. Pas Mélenchon, donc, mais... ils sont nombreux à se pousser du col, à commencer par l'inénarrable François Hollande qui n'a pas pris la mesure de la détestation populaire qu'il concentre, sans doute au coude à coude avec celle pour Macron...

Les dirigeants de LFI tournent tout de même leurs regards vers le PS, girouette qui tourne aujourd'hui au gré des vents dominants du « centre » et des macronistes, qui lorgnent eux-mêmes vers une droite liée à l'extrême droite... Il serait grand temps que les luttes des travailleurs remettent la situation des classes populaires au centre du débat !



AU PREMIER PLAN : À GAUCHE, OLIVIER FAURE DU PARTI SOCIALISTE ; À DROITE MANUEL BOMPARD DE LA FI. AU DEUXIÈME PLAN À GAUCHE : L'ÉCOLO YANNICK JADOT.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 29/03/2026

DÉFERLEMENT RACISTE CONTRE LE MAIRE DE SAINT-DENIS, BALLY BAGAYOKO

COMBATTRE LE RACISME !

L'extrême droite, la droite et une partie des macronistes cherchent à construire une union des droites en vue des prochaines élections présidentielle et, surtout, législatives. C'est dans ce cadre qu'ils ont choisi de faire le plein de leurs voix en diabolisant LFI, déplaçant ainsi le « cordon sanitaire » prétendument républicain entourant le Rassemblement national vers LFI.

Le PS se joint à sa façon à ce concert foireux. Depuis des mois, tous sont en campagne contre La France insoumise, accusée de racisme et d'antisémitisme. On croyait le point culminant atteint avec la mort du nervi fasciste Quentin Deranque...

... Mais non ! Dès le premier tour des municipales, l'élection d'un maire noir à Saint-Denis a provoqué un déchaînement de propos haineux, sur les réseaux sociaux squattés par l'extrême droite, sur les ondes de CNews. Un certain Jean Doridot, paré d'un titre universitaire, évoque l'importance du chef chez les grands singes (suivez mon regard !). Le non moins titré Michel Onfray voit en Bally Bagayoko un « mâle dominant » et dénonce le « caractère tribal » de ses premières déclarations. Bonjour la crasse étalée par des titrés de l'université !

Bally Bagayoko a porté plainte et saisi l'Arcom contre CNews, la chaîne de Bolloré. Il appelle à un rassemblement antiraciste le samedi 4 avril à 14 heures sur le parvis de l'hôtel de ville de Saint-Denis, appel qui a tout le soutien du NPA-R.

J.-J. F. • 29/03/2026

Le cadmium s'invite à table !

En France, selon une évaluation publiée le 25 mars par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses), près d'un adulte sur deux (47,6 %) dépasserait les seuils toxicologiques recommandés pour le cadmium.

Ce métal, présent dans les sols, est associé à des cancers, des atteintes rénales irréversibles, à l'ostéoporose et à des troubles cardiovasculaires. Or, 98 % de l'exposition passe par l'alimentation. Pain, pâtes, riz... autant de produits du quotidien devenus les principaux vecteurs de contamination.

En cause, les engrais phosphatés utilisés en agriculture intensive. Fabriqués à partir de roches riches en cadmium, ils sont avant tout choisis pour leur bas coût. Avec les années, ils chargent les sols de cette substance, sans que ni les industriels ni les pouvoirs publics n'agissent pour interrompre cette accumulation. Ce sont d'abord les luttes des travailleurs exposés qui ont tiré la sonnette d'alarme. Il y a vingt ans, les ouvriers du site Saft de Nersac se battaient pour faire reconnaître les dangers du cadmium utilisé dans la fabrication de batteries et imposer des mesures de protection¹.

Jusque-là, ce problème sanitaire a reçu un traitement politique minimal. Il a fallu dix ans pour que l'Union européenne fixe, en 2019, un seuil de 60 milligrammes par kilogramme dans les engrais, un niveau insuffisant obtenu au prix de compromis favorables aux industriels de l'agrochimie.

Tant que la logique de profits primera sur la santé publique, nous continuerons de trouver du poison dans nos assiettes.

MARTIN ERAUD • 28/03/2026

¹ À ce sujet, lire Marie-Laure Dufresne-Castets, *Un monde à gagner - La lutte des classes au tribunal*, Éd. Don Quichotte, 2017

Mort de Loana : quand la réalité du capitalisme dépasse sa télé-réalité

Sur des chaînes de télé ou réseaux où sévissent des mâles réactionnaires et fiers de l'être, un drôle d'hommage à été rendu à Loana, trouvée morte chez elle à 48 ans : c'était une « ravissante idiote » mais « à la plastique généreuse » ! L'image que beaucoup ne se sont pas gênés d'exploiter... jusqu'à « la déchéance qu'on a tous vue », mais « c'est vrai que je n'ai pas décroché mon téléphone ». Sympas, les mecs !

À 23 ans, Loana s'était fait connaître en participant à Loft Story (une des premières émissions de télé-réalité en France). Une dizaine de célibataires des deux sexes étaient enfermés sous les caméras de téléspectateurs zeyutant leurs ébats attendus. Ce qui n'a pas raté et Loana a remporté le prix de 250 000 euros. Une manière pour elle de s'extraire de ce qui avait marqué son enfance et son adolescence : des violences, l'inceste, la pauvreté, une enfant laissée à l'assistance, un job de danseuse de bar... Mais le gros lot de la télévision, c'était surtout le prix des voyeurs. Vie scrutée jusqu'au moindre kilo en plus, alcool et drogue en trop. Interviews par des animateurs sexistes, dont Hanouna lui demandant de raconter un viol en direct. Les charognards qui l'ont mise sur le devant de la scène (tant qu'elle leur rapportait de l'audience) l'ont dépecée jusqu'au dernier morceau, pour l'abandonner quand ils ont estimé n'avoir plus rien à en tirer.

Le capitalisme exploite tout, même et surtout les fragilités !

CÉCILE NAQUET • 29/03/2026

Macron : un pas de plus dans la guerre où il dit ne pas vouloir aller

Dimanche 30 mars, l'armée française a annoncé l'envoi de quatre hélicoptères Tigre au Moyen-Orient. C'est petit, comparé au porte-avions Charles de Gaulle et l'armada qui l'accompagne. Mais, armés de canons surpuissants tirant 720 coups à la minute, ces quatre joujoux auraient pour spécialité de « *traiter avec une précision chirurgicale* » les drones iraniens capables d'échapper aux missiles vingt ou trente fois plus chers qu'eux. Si leur envoi marque un pas de plus de l'intervention de la France dans la guerre, c'est qu'ils vont non à Chypre mais directement sur le terrain, dans le golfe Persique.

C'est pour « *renforcer la protection des intérêts français et des alliés* », s'est empressé de préciser le chef d'état-major. Quels intérêts, si ce n'est celui des trusts pétroliers à avoir leur part dans le pillage des richesses de la région ? Protéger quels alliés ? Les firmes Dassault, Thales, Safran, Nexter, MBDA... les appelleraient plutôt des clients. Tant l'essentiel du

commerce de la France vers les pays du Moyen-Orient, mis à part les produits de luxe pour la fine couche des privilégiés d'Arabie saoudite ou des Émirats, sont les armements en tout genre.

C'est au nom du commerce que la France a ses bases militaires, à l'entrée de la mer Rouge, où elle avait déjà participé, il y a deux ans et aux côtés des Américains, aux bombardements des Houthis du Yémen. C'est au nom du pétrole qu'elle a ses bases militaires en Arabie saoudite et dans le golfe Persique, notamment la base navale d'Abou Dabi à quelques encablures du détroit d'Ormuz, et une base aérienne voisine. C'est au nom du « *service après-vente* » de l'armement que des militaires français œuvrent sur place aux côtés des armées de ces dictatures « *amies* ».

C'est pour défendre sa petite place dans la région, où les États-Unis ont depuis longtemps soufflé le premier rôle aux anciennes puissances coloniales qu'étaient la France et la Grande-Bretagne, que l'armée fran-

çaise a envoyé plusieurs centaines de soldats faire la police en Irak, quand l'armée américaine, après y avoir fait la guerre, s'en est en partie retirée, lui sous-traitant le chaos qu'elle y avait créé. L'armée américaine est de retour, l'impérialisme français n'y est qu'un petit toutou, mais pas moins criminel, en train de glisser lui aussi dans cette monstrueuse guerre.

Et de nous en faire payer la note. Au budget militaire, et sa rallonge de 8,5 milliards annoncée en janvier dernier, le gouvernement doit présenter en avril une « *actualisation* » de la Loi de programmation militaire » (LPM), soit l'ajout de 36 milliards d'euros aux 413 déjà prévus pour la période 2024-2030, avec notamment un programme de production massive de ces « *petits drones pas chers* », vient d'annoncer le vice-président de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, un député macroniste.

OLIVIER BELIN • 31/03/2026

Indexation des salaires sur les prix à la pompe !

« *L'État se comporte comme un profiteur de crise* » : c'est ce que dénonce Marine Le Pen. L'occasion était trop belle pour elle de jouer la pétroleuse. L'augmentation des carburants étant très mal vue, voilà pour le RN un réservoir de carburant électoral pour la présidentielle que de protester contre ! « *Il faut trouver des solutions [...] pas pour dégrader le budget de l'État* »... non, Marine Le Pen n'irait pas jusque-là, en responsable qui postule au pouvoir. Et bien sûr pas un mot contre le patronat, contre les compagnies pétrolières qui répercutent les hausses illico, en vendant l'essence ou le gazole à un prix bien supérieur à celui où ils ont été achetés des semaines ou des mois auparavant. Quant à la militarisation ambiante au bonheur des marchands de canon français, qui contribue à faire flamber les prix et s'y alimente, la pétroleuse d'extrême droite en est une fervente partisane.

De son côté, la ministre chargée de l'énergie s'insurge hypocritement. « *Jamais l'État ne s'est enrichi sur le dos d'une crise ou lors de chocs pétroliers* », dit-elle. La hausse des prix incitant à se serrer la ceinture et acheter moins, l'État gagnerait moins ! Ce qui reste à voir !

Quant aux mesures du gouvernement en faveur des transporteurs routiers et entreprises de pêche, elles restent des annonces dérisoires pour les petites ou toutes petites entreprises de ces secteurs : un remboursement de 20 centimes par litre pour celles pouvant justifier de difficultés de trésorerie. Juste pour le mois d'avril. Et des prêts qu'on pourrait

leur consentir... à quels taux d'intérêt ? Pour les Geodis, FedEx, UPS et autres, pas de soucis en revanche. C'est sur les consommateurs qu'ils répercutent illico leurs augmentations de tarifs.

Restent les travailleurs, qui doivent prendre leur bagnole tous les matins, dont les logements se chauffent au fioul. C'est « *chaud* » pour eux qui n'ont qu'un salaire, précisément en cette période de NAO (négociations des salaires). Alors oui, les taxes de l'État sont scandaleuses ; oui, il faudrait bloquer ces envolées de prix... mais surtout imposer que l'augmentation des carburants soit répercutée immédiatement sur les salaires ! Indexation des salaires sur les prix à la pompe ! Il va falloir, tous ensemble, engager la lutte pour ça ! Aux exploiters, fauteurs et profiteurs de guerre de payer leur note !

OLIVIER BELIN • 31/03/2026



Non à la loi Yadan ! Non à la répression de la solidarité avec la Palestine !

Perquisitionné à son domicile mi-mars, le dirigeant d'EuroPalestine de 78 ans Nicolas Shahshahani a subi plus de 30 heures de garde à vue, les principales pièces à conviction étant deux keffieh. Le 26, c'était au tour de sa camarade Olivia Zemor, présidente de la même organisation, d'être condamnée à 24 mois de prison avec sursis, une peine d'inéligibilité, 3 000 euros de dommages et intérêts, et son inscription au fichier des infractions terroristes.

Leurs cas sont loin d'être isolés : Alexandre, salarié de Pelico, est harcelé par sa direction pour avoir dénoncé la participation de son entreprise avec l'armée israélienne (voir notre article en rubrique Premières lignes), notre camarade David Pijoan est menacé par le procureur de la République à Bordeaux pour avoir « *organisé un rassemblement spontané* », et Anasse Kazib, cheminot et militant de Révolution permanente, doit passer au tribunal au mois de juin pour « *apologie du terrorisme* ».

Alors que les frappes de l'armée israélienne tombent sans distinction au Liban et en Iran et y font des milliers de morts, en appui à la guerre de l'impérialisme américain, le gouvernement fait le choix d'accentuer la

LA CHASSE AUX « COLIS CHINOIS » CONTINUE

Le 1^{er} mars, l'administration imposait une taxe de deux euros par catégorie d'article pour les achats réalisés sur les grandes plateformes chinoises comme Temu, Shein et Ali-Express. Elle ciblait les colis de faible valeur, inférieure à 150 euros, qui arrivaient massivement depuis l'Asie et échappaient jusqu'ici aux droits de douane.

Mais les plateformes ont vite trouvé la parade : il ne leur a fallu que deux jours pour faire arriver leurs produits via des pays de l'UE, frontaliers de la France, comme la Belgique, les Pays-Bas ou la Pologne, où une telle taxe ne s'applique pas. En quelques jours, les déclarations douanières en e-commerce à Roissy-Charles-de-Gaulle ont chuté de 92 % et les arrivées en Belgique ont été multipliées par trois. C'est ainsi qu'à Roissy, les entrepôts se sont brusquement vidés et que l'Union des entreprises de transport et logistique menace de supprimer jusqu'à 1 000 emplois à court terme.

Pas découragé par le fiasco, Bercy a décidé de renforcer les contrôles sur l'ensemble du territoire en donnant des pouvoirs élargis aux douanes, qui ne pourront de toute façon pas grand-chose contre les dizaines de milliers de camions qui arrivent des autres pays européens... Le tout en attendant une future législation de l'Union européenne qui devrait tenter d'y remettre de l'ordre !

La démagogie nationaliste et les mesures protectionnistes qui l'accompagnent, prises au nom de la prétendue « *défense* » de l'économie française, sont du même tonneau que celles de Trump sur les taxes douanières, à l'échelle un peu minable de ce dont est capable l'État français en comparaison des États-Unis. Ce serait risible si ça n'allait pas renforcer l'inflation dont sont victimes les travailleurs.

MICHEL GRANDRY



NICOLAS SHAHSHAHANI ET OLIVIA ZEMOR.

répression contre le mouvement pro-palestinien et, plus largement, contre celles et ceux qui s'opposent à la politique coloniale de l'État sioniste. En atteste l'infâme loi Yadan, dénoncée à juste titre par de nombreuses organisations de défense des droits humains, qui doit être votée à l'Assemblée nationale le 16 avril.

Contre l'agression impérialiste au Moyen-Orient et contre la colonisation de la Palestine, notre mobilisation est et restera légitime, quoi qu'en pensent des Attal, des Borne, des Hollande et des Woerth.

DYLAN BOURRIER • 30/03/2026

Retrouvez notre analyse complète avec le QR-code ci-contre.



TRUMP-NETANYAHOU : LE RISQUE DES DÉRAPAGES INCONTRÔLÉS

Si c'est de concert que les États-Unis et Israël ont déclenché la guerre en Iran, l'État israélien en profite pour poursuivre ses objectifs propres : en chassant la population des territoires qui entourent immédiatement Israël au nord (territoires pris sur la Syrie et le Liban), en accélérant la colonisation en Cisjordanie, en continuant à rendre impossible toute vie pour les Palestiniens à Gaza, Israël continue sa politique d'expansion, son rêve du Grand Israël de la mer au Jourdain, contrôlé à l'est par le régime autoritaire jordanien. Au nord, alors que se poursuivent les bombardements sur Beyrouth, Netanyahu vient de demander à l'armée israélienne d'occuper tout le Sud-Liban, malgré les demandes pleurnichardes du ministre français des Affaires étrangères.

Netanyahu a vraisemblablement agi sans le feu vert des États-Unis, mais ces derniers laissent leur gendarme local organiser sa sécurité comme il l'entend tant que cela ne va pas à l'encontre des intérêts américains : après l'avoir laissé faire, Trump s'est même permis de

se dédouaner de toute responsabilité sur les bombardements israéliens sur un immense site gazier partagé entre l'Iran et le Qatar : Israël aurait juste « agi sous la colère », s'est-il gentiment désolidarisé de son allié. Surtout qu'en riposte l'Iran avait bombardé à son tour le même bassin pétrolier et que Trump est obligé de tenir compte de la marche de l'économie mondiale et, pour peu que les dégâts occasionnés soient sévères, les conséquences sur l'approvisionnement en gaz seraient durables.

DES LUTTES À VENIR

Le militarisme ne fait pas bon ménage avec les droits démocratiques. Les organisations de la classe ouvrière risquent d'en faire les frais. L'État se comporte déjà en planificateur de la production industrielle, réaffectant telle usine ou telle partie d'une usine, à la production militaire : les travailleurs de Renault Cléon ont ainsi appris le 19 janvier dernier que leur usine allait produire des moteurs pour drones kamikazes. Mais qui dit production militaire, dit secteurs encadrés

par une législation particulière où les militants syndicaux doivent montrer patte blanche. Avec des mutations ou licenciements prévisibles pour certains.

Mais le pire n'est heureusement jamais certain. Les dirigeants impérialistes jouent avec les allumettes, au risque de mettre le feu à la planète. Si les révoltes populaires les inquiètent, seule une mobilisation de la classe ouvrière - parce que, sans elle, aucune production ne peut voir le jour - peut arrêter leurs jeux dangereux. Les conséquences de la politique impérialiste sur la vie quotidienne seront à l'origine de conflits. Il appartiendra aux révolutionnaires dans leur ensemble d'empêcher les appareils réformistes d'entraîner les bagarres sur des voies de garage et anesthésier ainsi la classe ouvrière. Il est de plus en plus urgent de constituer un pôle en situation de proposer une politique offensive aux travailleurs.

JEAN-JACQUES FRANQUIER
• 31/03/2026

ISRAËL : LE VOTE DÉMOCRATIQUE DE LA PEINE DE MORT POUR LES PALESTINIENS

La Knesset, le parlement israélien, vient d'adopter une nouvelle loi portée par Itamar Ben Gvir, ministre de la Sécurité nationale, raciste représentant de l'extrême droite religieuse. Celle-ci permettra de condamner à mort les Palestiniens accusés de meurtre commis dans le cadre d'actions « terroristes ». Après les dizaines de milliers de Palestiniens massacrés dans le génocide à Gaza, abattus par les colons sous le regard bienveillant de l'armée en Cisjordanie, les morts des bombardements sur le Liban et les décès survenus en prison à la suite de tortures et de mauvais traitements, voilà que l'État d'Israël s'arroge le droit de tuer légalement (sachant ce que vaut sa loi !) tout Palestinien qui lui déplairait : il suffira de le reconnaître coupable de meurtres commis au nom du refus de « l'existence d'Israël ». La barbarie à l'état pur. Mais Ben Gvir a fêté ça en débouchant une bouteille de champagne, nous dit-on.



LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ, NATIONALE, ITAMAR BEN GVIR, SE RÉJOUISSANT DE L'ADOPTION DE LA LOI INSTAURANT LA PEINE DE MORT POUR LES TERRORISTES, LE 30 MARS 2026. CRÉDIT PHOTO : TIMES OF ISRAËL.

Moyen-Orient : guerre, pétrole et crise économique

Si Trump et les dirigeants américains avaient fait le pari d'obtenir rapidement la chute du régime iranien, ou l'allégeance de ceux qui demeurent une fois le régime décapité, il est perdu. Force est de constater que le régime tient, sous la houlette des gardiens de la révolution.

FÉBRILITÉ DES DIRIGEANTS AMÉRICAINS

Le blocage du détroit d'Ormuz paralyse un cinquième du trafic mondial d'hydrocarbures. Après avoir lancé un ultimatum à l'Iran pour débloquer le détroit d'Ormuz, Trump l'a repoussé. Il souffle le chaud et le froid en annonçant l'imminence d'un accord avec l'Iran sur le plan de paix qu'il a transmis via le Pakistan, tout en menaçant d'une intervention au sol, des troupes étant en chemin à cette fin. Difficile de faire la part entre comportement erratique et discours d'intoxication. Mais, il semble bien que les dirigeants des États-Unis n'avaient pas prévu que l'Iran irait jusqu'à bloquer du détroit d'Ormuz.

LE SPECTRE D'UNE CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Ce blocage a déjà provoqué une flambée des prix du pétrole qui s'est immédiatement traduite à la pompe partout dans le monde. 80 % du gaz et du pétrole à destination des pays asiatiques passent par le détroit d'Ormuz, dont la paralysie provoquera rapidement des ruptures de tous les circuits de production. Rien que la hausse actuelle des prix du pétrole et du gaz

menace de fermeture de milliers de petites entreprises et par des ruptures d'approvisionnement pour l'industrie, des fins de contrats pour la logistique ou les services.

D'autres matières premières transitent par le détroit d'Ormuz : aluminium, hélium, mais aussi les engrais dont un tiers de la production mondiale est concerné. Entre le 27 février et le 16 mars, le prix de l'urée, le principal engrais vendu dans le monde, a augmenté de 13 %. Des hausses qui, avec celle des prix de l'énergie, vont se répercuter très vite sur les prix alimentaires dans le monde entier. Bref, c'est une crise en bonne et due forme qui s'annonce, avec des prix à la consommation qui flambent et des licenciements par milliers. Une perspective que tente d'endiguer le gouvernement français en intervenant auprès des banques pour qu'elles fournissent des liquidités aux entreprises dont la trésorerie deviendrait défaillante. Les ministres des Finances de l'Union européenne envisagent quant à eux de plafonner le prix du pétrole et d'instaurer une taxe sur les bénéfices exceptionnels que réalisent les compagnies pétrolières.

VERS UN NOUVEL ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION MILITAIRE

Si les combats ont montré l'écrasante supériorité militaire des États-Unis et de son gendarme local, Israël, ils en ont aussi révélé les limites. Les munitions des défenses israélienne, américaine ou française (car l'impérialisme français intervient bel et bien, par le biais de ses accords de défense avec les pays arabes du Golfe) risquent rapidement de manquer et les États-Unis réorientent déjà leurs livraisons pour l'Ukraine vers la guerre en Iran. Le gouvernement français vient lui d'annoncer une rallonge de 8,5 milliards d'euros pour acheter des munitions avant 2030 et envisage de faire appel aux capitaux privés. La réponse des États impérialistes sera d'activer la production d'armements en tout genre pour se doter de stocks permettant de tenir longtemps en cas de conflits « de haute intensité ».

Des prix qui flambent, des licenciements par milliers et une réorientation vers une économie ressemblant de plus en plus à une économie de guerre : voilà ce à quoi il faut s'attendre de la part des dirigeants de la bourgeoisie.

J.-J. F. • 30/03/2026

À bas la guerre, le racisme et l'extrême droite !

Le samedi 28 mars a été le théâtre de manifestations gigantesques aux États-Unis et à Londres, et de rassemblements moins massifs, mais extrêmement significatifs, en Israël. Au-delà des différences liées aux situations nationales, elles affichaient toutes les mêmes ennemis : l'extrême droite, le racisme et les guerres des États-Unis et d'Israël au Moyen-Orient. La montée des politiques réactionnaires et des guerres n'a rien d'inéluctable. Elle déclenche en réaction une volonté de combattre de la part des travailleurs et de la jeunesse jusque dans les citadelles de l'impérialisme, qui pourrait, si elle se développe, être l'augure d'un bouleversement radical de l'ordre social.

→ Vive les travailleurs et la jeunesse des États-Unis !

Plus de huit millions de manifestants, du jamais vu, ont défilé dans les rues des grandes villes des États-Unis le 28 mars pour s'opposer à la politique autoritaire de Trump, aux rafles de migrants et à la guerre d'Iran. Cette démonstration puissante vient après la victoire remportée à Minneapolis contre les milices ICE. Les sbires de Trump, le « clown orange » comme l'appellent les manifestants, avaient été contraints de quitter la ville. Ces mouvements montrent qu'il existe au cœur du plus grand État impérialiste du monde des forces capables, non seulement de faire reculer le pouvoir, mais de l'empêcher de poursuivre son escalade sanglante.

→ Grande-Bretagne : des centaines de milliers dans les rues

Samedi 28 mars s'est déroulé à Londres ce qui est considéré comme la plus importante manifestation contre l'extrême droite qu'ait connue le pays. Plusieurs centaines de milliers de personnes se sont retrouvées dans la capitale derrière une banderole qui proclamait « Non à la haine ». Les manifestants, réunis à l'appel d'une dizaine d'organisations rassemblées dans l'Alliance Together (collectif ensemble), étaient venus de tout le pays et, bien sûr, de la région du Grand Londres. Les bannières syndicales côtoyaient les banderoles des organisations de gauche et anti-racistes, celles des collectifs de défense des migrants et du mouvement LGBT, alors que des slogans affirmaient la solidarité avec la Palestine et la condamnation de l'intervention israélo-américaine en Iran. Ce rassemblement monstre se voulait une réponse à celui organisé par l'extrême droite le 13 septembre dernier et qui avait réuni 150 000 personnes dans les rues de la capitale.

→ Solidarité avec les anti-guerre israéliens

Depuis le début de la guerre avec l'Iran, chaque samedi, des manifestations ont lieu en Israël. Au début, elles ne rassemblaient que quelques dizaines de manifestants pacifistes, des membres du Parti communiste d'Israël ou de l'organisation trotskiste Lutte socialiste. Samedi 28 mars, les manifestations ont pris de l'ampleur, avec le soutien de la coalition « Partenariat pour la paix ». Elles ont eu lieu dans une trentaine de localités à travers le pays, rassemblant notamment plusieurs centaines de personnes à Tel Aviv et Jérusalem, et une centaine à Haïfa. La police est intervenue pour disperser violemment ces manifestations, déclarées illégales. Treize manifestants ont été arrêtés à Tel Aviv et huit à Haïfa. Mais la répression policière ne décourage pas celles et ceux, plus nombreux chaque semaine, qui descendent dans la rue pour s'opposer à la politique criminelle de leur gouvernement et dire que cette sale guerre n'est pas la leur.



Qu'y a-t-il derrière le « non à la guerre » de Pedro Sánchez ?

Lundi 30 mars le gouvernement socialiste espagnol a annoncé l'interdiction de son espace aérien aux avions américains engagés dans cette guerre. Certains bombardiers doivent contourner la péninsule ibérique. Même avec la flambée du kérosène, le surcoût du voyage n'a pas ruiné les États-Unis, comparé au prix des missiles envoyés sur l'Iran (deux millions de dollars pièce pour un missile standard). Sur l'hypocrisie de cette opposition de façade du gouvernement socialiste de l'Etat espagnol nous reproduisons ci-dessous quelques extraits d'un article de nos camarades d'izar, groupe trotskiste espagnol.

Tout comme pour sa position face au génocide perpétré par le sionisme, le gouvernement PSOE-Sumar a reçu plusieurs marques de soutien, tant au niveau national qu'international, et a été présenté comme un exemple d'opposition à l'impérialisme de Trump.

En fait, c'est Trump lui-même qui a le plus contribué à renforcer l'image de Pedro Sánchez, surtout au niveau international, d'abord avec son coup de gueule lors d'une réunion avec le chancelier allemand, affirmant que « personne ne lui dira qu'il ne peut pas utiliser ses bases » tout en menaçant l'Etat espagnol d'un embargo commercial, puis avec des déclarations quelques jours plus tard dans lesquelles il disait que « l'Espagne est une perdante ».

Les bases militaires de Rota et Morón ont joué un rôle clé au début de la soi-disant « Opération Furia Épica », en assurant la couverture du départ de deux porte-avions et de dix avions qui ont participé à l'agression impérialiste contre l'Iran. À peine un jour après la déclaration officielle faite par Sánchez le 4 mars, on a annoncé l'envoi de la frégate *Cristóbal Colón* en Méditerranée orientale pour accompagner le navire français *Charles de Gaulle*, après l'impact d'un drone sur la base britannique d'Akrotiri (Chypre). Cette action a été légitimée par « l'engagement envers la défense de l'Union européenne et de sa frontière orientale », en omettant que la base d'Akrotiri est une enclave du Royaume-Uni, pays qui n'est plus membre de l'UE. Par conséquent, la frégate a été envoyée pour défendre des installations qui servent de plate-forme aux attaques

des États-Unis et d'Israël contre l'Iran.

Mais on a d'autres exemples : les bases de Rota et de Morón continuent de fonctionner tout à fait normalement, comme l'a affirmé une représentante du comité des travailleurs de la base navale de Rota dans *elDiario* : « On travaille normalement. Les circonstances n'ont en ce moment rien changé. On reste chacun à notre poste, sans restrictions ni changements dans le travail. » Ce qui est corroboré par les données publiées sur le site *Flightradar*, qui a recensé plusieurs vols programmés à Rota sans enregistrement après le veto, ce qui renforce l'idée que, même si elles ne sont pas utilisées directement pour des bombardements, les bases continuent d'être utilisées comme escale par la marine américaine en direction de l'Iran.

Et enfin, le Conseil des ministres a approuvé un transfert de crédits de plus de 1,3 milliard d'euros au ministère de la Défense sans expliquer à quoi ces fonds vont servir, se contentant de signaler que l'argent sera destiné à « répondre à des besoins incontournables ». Augmenter d'un coup de plus de 10 % un budget militaire qui n'a cessé de croître ces dernières années n'est pas anodin, même si ce n'est pas la première fois que le prétendu « gouvernement le plus progressiste de l'histoire » agit ainsi : en 2025, par exemple, ils ont approuvé plus de 6,3 milliards d'euros supplémentaires pour la Défense, destinés à la modernisation militaire. Heureusement que la position du gouvernement, c'est « non à la guerre » !



PEDRO SÁNCHEZ, PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL

Cet article a été écrit par nos camarades de IZAR

→ izarrevolucion.com



Cuba : non aux compromis avec l'impérialisme sur le dos des travailleurs !

Alors que nous écrivons ces lignes, des navires russes et chinois transportant du pétrole et du gaz ont été autorisés par la marine américaine à accoster à Cuba. Si ces livraisons soulageront la population pendant un ou deux mois - et tant mieux - elles sont le résultat de négociations entre les dirigeants du Parti communiste cubain et l'administration Trump. Négociations qui ne préparent rien de positif pour les travailleurs cubains, soumis à une violente crise humanitaire.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN VEUT ÉTOUFFER LA POPULATION CUBAINE

La population de Cuba connaît une crise humanitaire importante, résultat du renforcement du blocus américain. Depuis le 9 janvier, l'importation d'énergie fossile est empêchée. En conséquence, trois effondrements de l'acheminement du courant électrique ont eu lieu en mars 2026. Les familles sont obligées de jeter des aliments, l'eau courante n'atteint pas les foyers, le pompage étant dépendant de l'électricité. Dans les hôpitaux ce sont près de

160 000 personnes placées en liste d'attente pour des opérations.

Ce blocus renforcé vise à contraindre Cuba à des concessions et le gouvernement cubain commence à reculer. Diaz-Canel, le président cubain, après avoir reconnu l'existence de négociations, a annoncé le 16 mars la publication d'un décret autorisant la possibilité pour la diaspora cubaine de réinvestir sur le sol cubain.

Depuis la révolution de 1959 qui a renversé la dictature de Batista, puis le ralliement du castrisme à la bureaucratie de l'URSS en 1961, les bourgeoisies cubaine et américaine ont été expropriées. Ce nouveau décret les autorise à investir alors que jusqu'ici cela leur était interdit. Cela représente un pas important pour le rétablissement d'un capital privé à Cuba, un pays où le secteur privé n'embauche que 10 % de la main-d'œuvre et n'importe que 15 % des marchandises - le tout strictement encadré par des accords public-privé avec l'État cubain.

Depuis 2010, les dirigeants du PCC cherchent à accélérer la libéralisation de l'éco-

nomie. En février dernier, l'État a annoncé qu'à partir d'avril le carnet de rationnement n'allait plus couvrir l'intégralité des aliments mais seulement une partie pour les plus précaires (femmes enceintes, anciens, etc.). La population va devoir payer les aliments à un prix plus élevé... dans un marché qui va bientôt être inondé par des importations du privé. De quoi faire un beau cadeau aux investisseurs étrangers !

LES TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER DOIVENT SE MOBILISER CONTRE L'INGÉRENCE IMPÉRIALISTE À CUBA ET LES ATTAQUES CONTRE SA POPULATION !

Les dirigeants du PCC veulent préserver leurs propres intérêts, quitte à appauvrir encore plus la population cubaine. Jusqu'ici, l'impérialisme ne voulait aucune négociation avec les dirigeants cubains, ils voulaient les dégrader. L'administration Trump semble changer de démarche, constatant que les héritiers du castrisme pourraient être les bons gestion-

naires pour un retour en force des capitaux américains et de la diaspora cubaine bourgeoise. C'est dans ce contexte que les États-Unis ont autorisé l'arrivée du pétrole russe et chinois, ainsi que l'accostage de la flottille humanitaire « Nuestra America ».

Si cette dynamique se poursuit, le peuple cubain va être confronté à des réformes violentes, entraînant privatisations, suppressions d'emplois, dégradation des services publics et des conditions de travail. Il va être confronté au retour en force de l'impérialisme américain. Pour s'y opposer, il ne peut compter que sur la mobilisation consciente des travailleurs dans l'île et dans le monde, contre l'ingérence de l'impérialisme et pour préserver les acquis de la révolution de 1959 ! Il est urgent pour les travailleurs et la jeunesse d'exprimer dans la rue leur opposition à la rapacité capitaliste !

VICTOR MENDEZ • 31/03/2026

50 ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT DE 1976 EN ARGENTINE : DES CENTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES DANS LES RUES CONTRE MILEI ET L'EXTRÊME DROITE

Il y a 50 ans, le 24 mars 1976, débutait la plus sanglante des dictatures militaires que le peuple argentin ait connues. Il s'agissait d'un plan d'extermination systématique - enlèvements, tortures, assassinats et disparitions - mené par l'État et les forces armées, avec pour but de démanteler l'organisation ouvrière et d'imposer un modèle économique fondé sur la désindustrialisation, l'endettement et la concentration financière, au service des intérêts de l'impérialisme américain.

Le 24 mars est devenu la journée la plus mobilisatrice du calendrier des luttes dans le pays, et cette année, l'ampleur de la mobilisation a dépassé celle de tous les 24 mars de la dernière décennie.

Avec l'extrême droite de Javier Milei à la tête de l'exécutif, la mobilisation a en outre pris un caractère particulier : elle est devenue un moyen d'expression du rejet croissant de son gouvernement. En à peine deux ans de mandat, Milei a garanti des profits énormes à la « caste » et aux grandes entreprises qu'il prétendait combattre, tandis que pour les travailleurs, il a mis en œuvre une série de mesures, dont une réforme du travail profondément régressive qui aggrave la précarisation et restreint le droit de grève. Dans le même temps, face à toutes les manifestations, le gouvernement a répondu par une répression de plus en plus violente. Ce sont les retraités qui souffrent le plus : leurs mobilisations hebdomadaires ont été systématiquement réprimées à coups de gaz lacrymogène et de frappes brutales.

Il s'y ajoute la tentative délibérée du gouvernement de saper la mémoire historique des travailleurs sur le génocide, par le biais d'une campagne intitulée « L'histoire complète ». Sous ce slogan, il cherche à faire passer l'idée qu'il existait des organisations « subversives » qui auraient conduit le pays à une situation extrême, justifiant ainsi l'intervention des forces armées dans une prétendue action « salvatrice ».

Face à cela, près d'un million de travailleurs à Buenos-Aires, aux côtés de larges secteurs populaires, ont envahi les rues pour réaffirmer qu'il y a eu 30 000 détenus-disparus, qu'il s'agissait d'un génocide et que la lutte pour la mémoire, la vérité et la justice reste plus actuelle que jamais.

TAMARA MADRID • 31/03/2026

Article complet sur notre site ➔



BUENOS AIRES, 24 MARS 2026. SOURCE : PERIODISMO DE IZQUIERDA

Dossier

De l'argent pour l'éducation, pas pour les marchands de canon !

→ Ce dossier se boucle le 31 mars, journée de grève nationale dans l'éducation appelée par l'intersyndicale. Le bilan en apparaît contrasté : d'importantes poches de mobilisation (300 manifestants devant la DSDEN à Cergy, 600 à Caen, 400 à Rouen...), et dans d'autres régions, notamment sur Paris, les rangs des manifestants étaient plus clairsemés. Pourtant, la colère est grande dans le secteur et de nombreuses grèves locales ont eu lieu contre les coupes claires imposées dans les écoles pour continuer à financer l'armée et les subventions au patronat. La politique de l'intersyndicale, calée sur le calendrier institutionnel et appelant à des journées de grève isolées sans aucun plan, ne permet pas de donner de perspectives. Toutefois, ces dernières années, les bagarres dans l'éducation n'ont pas manqué, avec l'émergence d'outils d'AG et de coordinations. C'est de ces bagarres, et de l'auto-organisation du personnel, en lien avec les parents et les lycéens, que peuvent émerger des perspectives pour permettre de faire reculer le gouvernement et stopper les politiques d'austérité.



AESH : FAIRE FRONT CONTRE LES ATTAQUES ET LA PRÉCARITÉ

Depuis les lois de 2005 et 2013, l'inclusion des élèves en situation de handicap dans les classes aux côtés des autres enfants est devenue la règle. En soi, c'est un progrès. Sauf que les gouvernements de droite comme de gauche n'ont jamais embauché à la hauteur des besoins que leurs lois ouvraient. Si les accompagnants d'élève en situation de handicap (ou AESH - parmi qui les hommes sont une infime minorité) sont 135 000 aujourd'hui, c'est parce que la détection des différents troubles de l'attention, ou de la famille des « dys » (dyslexie, dyscalculie, dyspraxie : autant de handicaps qui ont longtemps été pris à tort pour de la fainéantise...) s'améliore.

Les parents qui croient qu'une AESH s'occupera exclusivement de leur enfant sont vite déçus. Dans la pratique, elle suit deux voire trois enfants en même temps. Pas facile d'aider ce petit monde à se concentrer, à réfléchir et à participer au cours. Quant à noter celui-ci dans deux ou trois cahiers à la fois, c'est impossible ! Le ministère a réduit peu à peu l'accompagnement de base à six heures par semaine. Il n'y a que lui qui trouve cela suffisant.

En octobre dernier, 42 000 des enfants notifiés comme ayant besoin d'une AESH n'en avaient pas. Et c'est sans compter tous ceux qui ne sont pas encore détectés. Il faudrait donc embaucher. Le ministère fait l'inverse : en mettant en place les Plans d'accompagnement à la scolarité (PAS), il veut maintenant contraindre les AESH à passer d'une école à l'autre, puis à un collège dans la même semaine. Sur le papier, il pourra prétendre que chacun est suivi. Là où les PAS sont déjà en place, l'élève passe d'une AESH à l'autre une heure par-ci par-là. Du sabotage pur et simple !

Il faut recruter en masse des AESH. Il faut doubler leur salaire (la plupart touchent 900 euros par mois, à temps partiel imposé au Smic) et leur donner un vrai statut de fonctionnaire. Cela triplerait le budget à leur consacrer ? Oui ! C'est ce dont nos gosses ont besoin, et le travail des AESH le vaut bien !

MATHIEU PARANT • 31/03/2026

Marseille

Profs, parents, élèves, tous ensemble pour des moyens pour l'école !

À Marseille, depuis plus de trois semaines, les lycéens sont dans la rue, et leurs profs avec. D'ailleurs, dès le 26 mars, les professeurs des écoles et les parents d'élèves les rejoignent à leur tour. Quelques collèges se mêlent à eux, avec une quinzaine de vies scolaires très massivement en grève, voire fermées ce jour-là.

C'est que, dans l'académie d'Aix-Marseille, les coupes sont nettes ! Le budget de guerre et d'austérité se compte en centaines d'heures en moins dans les lycées, et en dizaines d'options et de spécialités supprimées, ainsi qu'en 168 fermetures de classes contre seulement 93 ouvertures dans le premier degré. Alors face à une rentrée qui s'annonce encore plus difficile que les précédentes, voire intenable en septembre prochain, le personnel de l'éducation, les jeunes et les parents d'élèves ont décidé de ne plus se laisser faire.

C'est dans les établissements, par les salariés réunis en assemblées générales, que la grève s'est construite, sans attendre une annonce de l'intersyndicale qui ne vient que toujours trop tard. D'abord le 10 mars devant leurs bahuts avec leurs élèves, puis le 17 mars tous et toutes ensemble dans une grande manifestation. Et depuis, la mobilisation s'étend. La

contagion a surpris tout le monde. D'abord l'intersyndicale qui s'est réunie rapidement le 13 mars pour appeler, comme l'AG du 10 mars, à la manifestation du 17 qui a rassemblé près de 2 500 personnes. Mais aussi les flics, toujours plus aux abois, qui multiplient les arrestations de lycéens, y compris à domicile avec perquisitions et coups de pression. Cela témoigne d'un pouvoir qui se sait fragile face à la possible extension de cette mobilisation et aux multiples raisons de mécontentement.

Le 26 mars, les rafales d'un mistral à 100 km/h n'ont pas découragé les 2 000 manifestants réunis à l'appel de l'AG et de l'intersyndicale académique. Le cortège des travailleurs de l'Éducation nationale a même beaucoup grossi. Dans les jours à venir il est prévu que le vent continue de souffler, il serait même temps que le vent tourne ! En la faveur de celles et ceux qui, de plus en plus nombreuses et nombreux, voient qu'ils n'ont pas intérêt à se résigner. Comme le dit très justement l'appel de l'AG marseillaise du 26 mars : « 8,5 milliards d'euros ont de nouveau été destinés à la guerre par le gouvernement. De l'argent, il y en a, rendez-le-nous ! »

CORRESPONDANTE • 31/03/2026

2019 et 2020 : deux ans de luttes d'expériences p

En 2018-2019, alors que le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer met en place ses réformes du lycée et du bac, des grèves ont lieu dans les lycées. Une coordination nationale commence à se structurer. C'est elle qui, en juin, l'année scolaire touchant à sa fin, appelle à la grève des surveillances et des corrections du bac et l'organise concrètement, une première historique. L'intersyndicale nationale est obligée de suivre le mouvement. La violente colère de Blanquer est un aveu involontaire : les grévistes l'ont mis en difficulté.

Cette mobilisation s'est maintenue à la rentrée suivante. Alors qu'en décembre 2019 et janvier 2020, de nombreux profs sont allés renforcer les piquets de grève de la RATP et de la SNCF pendant la grève reconductible contre la réforme des retraites, en février, ce sont ces travailleurs d'autres secteurs qui viennent souvent renforcer les blocages organisés par les lycéens et les piquets de grève des profs lors des premières épreuves du nouveau bac Blanquer, nommées « E3C ». Ces grèves reposent sur des AG de bassin fortes ainsi qu'une coordination nationale qui se réunit toutes les semaines.

HIVER 2024 DANS LE 93 : UNE GRÈVE HISTORIQUE

En février et mars 2024, le département de Seine-Saint-Denis (93) a connu une puissante mobilisation dans les écoles, collèges et lycées.



UN PLAN D'URGENCE COMBATIF...

Cette grève avait été préparée pendant plusieurs mois par une intersyndicale FSU-CGT-Solidaires-CNT. Un plan de revendications « d'urgence » avait été construit à partir des données recueillies dans les salles des profs : 5 200 créations de postes d'enseignants, 175 de CPE, 650 d'AED, pas plus de 20 élèves par classe, et une rénovation urgente du bâti. L'intersyndicale avait appelé à se mettre en grève « à partir du 27 février ». Ce jour-là et le lendemain, c'est 45 % du personnel enseignant et de vie scolaire du département qui a fait grève, et dans plusieurs villes des AG de bassin ont permis de reconduire la grève les jours suivants.

... QUI A RENCONTRÉ LA MOBILISATION CONTRE LES « GROUPES DE NIVEAU »

Au même moment, le ministre de l'époque, Gabriel Attal, annonçait la mise en place de « groupes de niveau » dans les collèges - une véritable mesure de tri social qui a suscité la révolte des profs comme des parents. Dans plusieurs communes, des réunions d'information auprès des parents réunissaient par centaines le personnel et les usagers des écoles, ce qui donnait un carburant et un caractère de classe particulier à la mobilisation.

... MAIS QUI EST RESTÉ LIMITÉ PAR LA POLITIQUE MÊME DE L'INTERSYNDICALE

Cette puissante grève du 93 a rencontré des échos bien au-delà du département et des mobilisations ont commencé à essaimer à Paris, dans le 94, et surtout dans le 95, notamment à Garges-lès-Gonesse. Le 7 mars, une AG à la Bourse du travail de Paris réunit plusieurs centaines de grévistes des différents départements aux cris de « 93-95, même combat ! » Malheureusement, au lieu de chercher à agréger et développer la mobilisation dans les autres départements, l'intersyndicale 93 est restée arc-boutée sur la revendication d'un plan d'urgence « pour le 93 », demandant à être reçue en audience au ministère. Rejetant ce faisant toute coordination avec d'autres équipes grévistes hors de « son » département.

Au lieu de donner de la force à la grève, cette politique a conduit le 93 à l'isolement, alors que les grévistes à regrouper ne manquaient pas ailleurs en région parisienne et au-delà. Un appel du 93 aux autres départements n'aurait pas déclenché les mobilisations ailleurs, mais aurait permis de soutenir celles qui existaient déjà, en donnant à la lutte du 93 une perspective nationale.

Deux ans après cette grève, ses enseignements restent d'actualité : un plan de revendications combatif, appuyé sur un vrai travail de mobilisation, pourrait rencontrer l'écho des collègues bien ailleurs, à condition de s'en fixer l'objectif.

AURÉLIEN PERENNA • 31/03/2026

L'école publique attaquée par des réformes mortifères depuis une vingtaine d'années

Depuis le début des années 2000, l'Éducation nationale n'a cessé d'être mise à mal par des réformes successives et un manque structurel de moyens dans l'objectif de diminuer son coût et de rendre plus difficile l'accès aux études de la partie la plus pauvre de la population.

La France dépense proportionnellement moins que la plupart des autres pays développés, européens notamment, ce qui explique le record du nombre d'élèves par classe, dans tous les niveaux de l'éducation. Il y a jusqu'à 25-30 élèves par classe en maternelle, en primaire et en collège et jusqu'à 35 (voire 36 ou plus) en lycée.

Les suppressions de postes programmées pour la rentrée 2026 vont donc empirer la situation - alors même que nous entrons dans une période de baisse démographique, qui aurait pu être l'occasion de faire diminuer le nombre d'élèves par classe. Celui-ci rend en effet très difficiles les conditions de travail des enseignants et donc d'apprentissage des élèves.

Réforme après réforme, l'idéologie libérale a pénétré l'éducation, rendant les élèves, ainsi que leurs familles, responsables de leur réussite comme de leur échec et supprimant les dispositifs permettant de venir en aide aux plus fragiles.

Ainsi, sous le quinquennat Sarkozy, quasi tous les postes de professeurs spécialisés dans l'aide aux difficultés cognitives (les Rased) ont été supprimés et jamais remplacés ! Les gouvernements dits de gauche, sous Hollande, préférant mettre en place une solution dite de « plus de maîtres que de classes », pour que dans chaque école un prof des écoles supplémentaire puisse prendre en charge ponctuellement les élèves en difficulté. Solution qui n'a pas eu le temps de montrer ses effets, puisque supprimée à l'arrivée de Macron au pouvoir et remplacée par une mesure très partielle, et très insuffisante, de classes à effectifs allégés dans les écoles connaissant le plus de difficultés scolaires et sociales.

Au collège, de réforme en réforme, rien n'a été mis en place pour s'attaquer efficacement aux difficultés scolaires. Au contraire, l'orientation dans des voies professionnelles courtes, avec apprentissage, a entraîné l'éviction d'une partie des élèves en difficulté. Et la réforme Borne a mis en place des groupes de niveaux en sixième, dont le résultat était un tri social. L'objectif étant d'orienter plus massivement vers l'apprentissage les élèves les plus faibles scolairement.

Face à la résistance des enseignants et aux problèmes d'organisation et de moyens posés par cette mise en place, cette réforme a finalement été abandonnée.

Au lycée professionnel, le nombre d'heures de cours de matières générales a baissé alors que celui d'heures de stages augmentait, les formations en apprentissage se développant au détriment de celles en établissement scolaire, ce qui a renforcé le poids du patronat dans les formations.

Au lycée, enfin, les réformes Blanquer avec la mise en place de Parcoursup et d'une sélection à l'entrée du supérieur, ainsi que la nouvelle organisation du bac avec des « spécialités » et un plus grand poids du contrôle continu, ont accru la sélectivité en obligeant les élèves à faire des choix d'orientation précoces. Ce qui favorise les enfants de la bourgeoisie, celle-ci étant plus familière des stratégies favorisant la réussite.

Comme nous l'expliquons dans d'autres articles de ce dossier, ces réformes ont été rejetées et combattues à chaque fois par les enseignants, souvent avec les élèves et les parents. Mais il serait plus que temps de passer à l'offensive pour obtenir de meilleures conditions de travail et d'études pour tous.

LILIANE LAFFARGUE • 31/03/2026

tttes et pour les profs

La pandémie de Covid et le confinement mettent entre parenthèses ces grèves, mais pas la mobilisation du personnel enseignant qui continue à se réunir régulièrement en coordination nationale par visioconférence. Ce sont d'ailleurs ces coordinations qui permettent aux collègues de s'organiser au moment du déconfinement, géré de manière particulièrement catastrophique par le gouvernement.

AURÉLIEN PERENNA • 31/03/2026



Ivry-sur-Seine, 94 : « Securitas réveille-toi, nos salaires ne suivent pas ! »

Le 24 mars était jour de grève pour les 2 200 salariés de Securitas Technology. Cette filiale d'une multinationale qui exploite 18 000 personnes en France est spécialisée dans la surveillance électronique 24 heures sur

24, notamment via divers dispositifs comme des caméras. Les conditions de travail y sont dures, avec de longs déplacements pour les techniciens et des journées de 12 heures pour ceux qui surveillent les écrans dans les centres

où, d'après un gréviste, « le travail ressemble à l'usine mais avec des cadences aléatoires ». Le secteur a connu une forte concentration ces dernières années, avec des restructurations et suppressions d'emploi permanentes à la clé.

L'un des sites d'Ivry-sur-Seine (94) est lui-même en sursis, avec un déménagement imminent à Issy-les-Moulineaux (92). Pour le patron, que tu aies quinze ou deux ans de boîte, c'est « qui m'aime me suive » à l'autre bout de la région parisienne. Les objectifs sont poussés au maximum avec une exigence d'augmentation annuelle de 8 % des marges - et atteints par la pression managériale et les cadences. Mais les salaires restent au minimum, le plus souvent autour de 1900 euros brut. Pour un travail avec des horaires décalés y compris les week-ends et une certification « carte pro » à repasser tous les cinq ans.

La double annonce d'un chiffre d'affaires de Securitas France qui dépasse pour la première fois le milliard d'euros et de 0,75 % d'augmentation générale a mis le feu aux NAO (négociations annuelles obligatoires). Tous les sites étaient en grève, les deux d'Ivry, le siège

à Issy mais aussi à Caluire (69), à Vitrolles (13) et record battu au centre de télésurveillance de Bar-le-Duc (55) avec 100 % de grévistes ! Les grévistes ont tenu en nombre des piquets toute la journée, au point que leur présence a bloqué l'entrepôt de Vitrolles.

Au niveau de la branche, un accord scélébrat avait été signé par des organisations syndicales représentatives, qui limitait les augmentations de salaire à 11 % sur trois ans (sauf par la CGT qui revendique au moins 10 % par an). Ce carcan touche à sa fin. Pour l'instant, le président de Securitas Technology, campe sur ses positions du haut de sa rémunération mirobolante en salaire et bonus. Mais la réussite de cette journée de grève, qui démontre une colère profonde à l'heure où l'augmentation des prix des carburants fait craindre une nouvelle vague d'inflation, donnera à n'en pas douter des idées aux salariés pour organiser des suites.

CORRESPONDANTS • 31/03/2026



La protection des travailleurs contre l'exposition aux produits toxiques ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes !

Un rassemblement d'une trentaine d'ouvriers de maintenance des bus a eu lieu mardi 24 mars devant le tribunal de prud'hommes de Paris pour dénoncer l'absence de protection véritable contre les émanations chimiques dans les ateliers de la RATP, dont certains ont déjà été cédés à une filiale ou à des compagnies privées.

La direction de la RATP, obnubilée par ses profits et le découpage de l'entreprise en lots au bénéfice de sa filiale CAP ou d'entreprises privées comme Keolis ou Transdev, fait l'économie de mesures de protection.

Un exemple parmi tant d'autres : les tuyaux assurant l'évacuation de l'air contaminé vers l'extérieur restent démontés le temps de réaliser des travaux de rénovation des ateliers, alors que les ouvriers continuent d'y travailler.

Cette situation est connue depuis au moins dix ans. Des alertes « danger grave et imminent » (DGI) ont été posés régulièrement, mais la direction les a souvent contestés. Elle a même été (modestement) sanctionnée pour cela par l'inspection du travail. Réaction de la RATP ? Saisir la justice contre l'inspection en prétextant un « harcèlement » !

Une entreprise extérieure procède chaque année à des inspections techniques sur la ventilation des ateliers. Elle a constaté des manquements sur des installations, parfois les mêmes dans les dépôts de bus. 84 salariés ont attaqué la direction en justice pour mise en danger de leur santé. Le procès a été reporté au 30 septembre prochain.

Seule une mobilisation massive des ouvriers de la maintenance et des conducteurs de bus pourrait permettre d'exercer un contrôle

par en bas qui garantisse la santé des travailleurs. Hors de question de perdre sa vie à la gagner !

PIERRE MATTEI • 31/03/2026



PELICO : LA DIRECTION S'ACHARNE. NON AU LICENCIEMENT D'ALEXANDRE !

Alexandre, représentant syndical Solidaires de l'entreprise Pelico, se retrouve une nouvelle fois dans le viseur de sa direction pour avoir dénoncé les liens de cette start-up avec l'armée israélienne. Elle fournit en effet un logiciel aux industriels pour optimiser leur chaîne d'approvisionnement et est partenaire d'une société américaine impliquée dans l'armement de l'État israélien.

Une première tentative de licenciement avait été déjà rejetée par l'inspection du Travail et le ministère du Travail, mais l'employeur relance une procédure disciplinaire, pouvant aller jusqu'au licenciement.

Le gouvernement français apporte son soutien politique et militaire à la guerre des États-Unis et d'Israël au Moyen-Orient, mais réprime aussi ceux qui affirment leur solidarité internationale, a fortiori dans les entreprises. Le bras de fer reprend. La mobilisation construite jusqu'ici montre qu'il est possible d'imposer un rapport de force contraignant patronat et institutions à reculer. Aucun renoncement !

CORRESPONDANT • 31/03/2026

Beaux-Arts Rouen : la goutte d'eau...

Durant le week-end des 21 et 22 mars, une fuite d'eau a ravagé les projets de plusieurs étudiants et une partie de l'atelier technique d'impression à l'école des Beaux-Arts de Rouen (Esadhar). Le robinet ayant explosé avait déjà été déclaré défectueux quelques mois auparavant. Le problème aurait pu être évité en le réparant correctement. Mais cela n'a pas été fait. C'est la deuxième inondation en un an et demi. Cet accident n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les étudiants sont excédés depuis plusieurs années. Ils essaient de faire remonter les problèmes à la prési-

dence de l'école, qui ne règle rien. Depuis deux ans, une grande partie des toilettes ne fonctionne pas. Certains robinets ne sont pas non plus fonctionnels. Tous les ans, on demande aux nouveaux arrivants de ne pas toucher au plafond, car il y aurait de l'amiante. Dans la même veine, certains ateliers, comme les cours de gravure, se voient refuser par l'école le paiement du matériel nécessaire, alors même que les étudiants concernés ont payé une inscription spécifique.

Le problème aujourd'hui ne résulte pas simplement de la présidence de l'école, mais

du manque de financement pour les écoles d'art (et pas seulement) par le ministère de la Culture. Manque d'argent qui n'est pas étranger non plus à d'autres secteurs comme l'éducation nationale, les hôpitaux... mais qui n'affecte pas le secteur de l'armement. Visiblement il est plus facile d'obtenir un porte-avions à 12 milliards d'euros qu'un robinet à 30... reste à savoir lequel nous aidera à étudier.

CORRESPONDANTE • 31/03/2026

24 mars : une journée de grève réussie à Cenexi



À Fontenay-sous-Bois, les tonnelles étaient de sortie. Devant le site de Cenexi, sous-traitant de l'industrie pharmaceutique, elles sont devenues le symbole de la bagarre qui oppose les salariés du site au patron. Plus de 90 grévistes se sont à nouveau rassemblés pour exprimer leur colère face à la proposition faite aux dernières NAO d'une augmentation de 20 euros brut : « Même pas deux MacDo ! » En mouvement depuis plus d'un mois, ils se battent pour 100 euros net d'augmentation, le minimum pour ne plus finir le mois dans le rouge. Ils ont déjà huit jours de grève reconductible au compteur, suivis d'une semaine de débrayage¹, à la fin de laquelle ils

avaient voté l'organisation d'une nouvelle journée de grève pour le 24 mars. Car malgré l'opposition de certains, dans ce mouvement, on vote : pour continuer ou non, pour accepter ou refuser la proposition de la direction, pour élire la trésorerie de la caisse de grève...

UNE MANŒUVRE DE LA DIRECTION, MAIS AUSSI UN ACQUIS DE LA GRÈVE

Depuis l'annonce de la journée du 24, constatant la détermination des grévistes, la direction a bataillé pied à pied pour essayer de démoraliser et diviser. Dans un premier temps, les chefs ont prétendu que la grève n'avait pas d'impact en disant que les chiffres

étaient bons. Les faits leur donnant tort, ils ont fini par faire volte-face et faire afficher dans les services une note disant que, même s'ils n'étaient pas opposés au droit de grève (grand bien leur fasse !), la grève devenait contre-productive. Mais n'est-ce pas le propre de la grève de ne pas être productif ?

Voyant que cela n'avait toujours pas d'effet, la direction a fini par accéder à la demande des salariés du bloc stérile, dont la participation à la grève avait été très remarquable. Ceux-ci, qui travaillent à longueur de journée avec un masque, demandaient depuis des mois une revalorisation de la « prime de masque », soit environ 70 euros brut par mois. Sur la base de cette victoire partielle, une partie n'a pas fait grève. Cependant, le reste du service était bien présent sur le piquet, avec l'idée que si la direction a lâché 70 euros pour une partie des salariés, elle peut le lâcher pour tous !

DES SOUTIENS NOMBREUX

En plus des grévistes, les soutiens étaient nombreux. Les militants de la CGT des sites Sanofi de Vitry-sur-Seine et Maisons-Alfort sont venus réitérer leur soutien. Ceux de Maisons-Alfort sortent de quatre mois de grève contre la vente de leur site à un sous-traitant et ceux de Vitry s'étaient aussi bagarré pour la sauvegarde de leur site. Des militants

Sud et CGT de la Poste et de la SNCF sont aussi intervenus sur le piquet, car l'offensive patronale, ce n'est pas qu'à Cenexi mais dans toutes les boîtes. Et Cenexi n'est pas la seule à riposter !

L'union locale CGT de Fontenay était également présente, de même que le maire PCF de la ville, LFI, Lutte ouvrière, et, bien sûr, le NPA-Révolutionnaires !

Les grévistes ont d'ores et déjà fixé une prochaine journée de grève en avril. Le bras de fer continue.

CORRESPONDANTS • 31/03/2026

1 Voir nos précédents articles :

dans le revo 41 ↓



dans le revo 42 ↓



TRIAGE DE SIBELIN : LES AIGUILLEURS GAGNENT LE PREMIER ROUND FACE À LEUR DIRECTION... IL FAUDRA LA METTRE KO !

La direction de l'EIC Rhône-Alpes - l'établissement dont dépendent les aiguilleurs - vient d'annoncer le report en octobre d'une réorganisation dans ce triage de la banlieue sud de Lyon prévoyant de supprimer deux postes en avril. Les salariés ont gagné la première manche, mais la menace demeure.

LA GRÈVE, ÇA MARCHÉ !

Ce recul est un premier revers pour la direction de SNCF Réseau, qui pensait pouvoir restructurer sans difficulté, comme elle l'avait fait il y a trois ans sur le même site. C'est sans doute pour ça qu'elle a cru que les agents se laisseraient faire, d'autant qu'ils sont en majorité jeunes, en âge ou en ancienneté dans l'entreprise. Raté ! Depuis le mois de février, ils ont fait plusieurs journées de grève, jusqu'à paralyser entièrement leur site avec 100 % de grévistes.

LA DIRECTION RECOULE, MAIS NE RENONCE PAS

Suite à ce report, la direction a annoncé le lancement d'un groupe de travail avec les syndicats et les agents du site qui le souhaitent. Une manœuvre pour tenter de regagner la confiance des travailleurs... sans cacher que son but reste de supprimer des postes !

Si les aiguilleurs de Sibelin ne veulent pas voir leurs conditions de travail se détériorer en octobre, ils devront continuer à se battre, et s'organiser avec des assemblées générales et des piquets de grève. Jusqu'ici, toutes les discussions sont passées par un groupe WhatsApp, ne permettant pas de se réunir physiquement et de poser tous les problèmes du mouvement.

Alors, plutôt qu'avec la direction, c'est entre collègues qu'il faudra parler pour préparer au plus vite la prochaine grève qui enterra le projet de la direction.

STANISLAS ERREN • 31/03/2026

SNCF : Les conducteurs de Toulouse à la manœuvre (de la lutte !)

À Toulouse, les derniers mois n'ont pas été roses pour les agents de conduite de manœuvre et de lignes locales (les « TA » dans le jargon cheminot), qui viennent de créer un collectif pour faire aboutir leurs revendications.

Essentiels au bon fonctionnement des dépôts, ces conducteurs préparent et vérifient les systèmes de sécurité des rames puis les déplacent entre les différents sites de garage et les quais de la gare. Leur « roulement » (planning de travail) s'est dégradé ces derniers mois, mettant le feu aux poudres. Les « extrêmes matinées » (prise de service avant 5 heures le matin) s'enchaînent parfois pendant un mois. Elles usent physiquement... et financièrement, car il est impossible de venir travailler aussi tôt en train, et les pleins de carburant à deux euros le litre s'enchaînent.

Le réseau ferroviaire autour de Toulouse étant vétuste, les dysfonctionnements se multiplient, et les TA sont bien souvent la dernière variable sur laquelle l'entreprise joue pour limiter les retards et les suppressions de trains. La direction modifie sans arrêt le contenu de leurs journées de service, souvent sans les prévenir.

Les embauches promises n'arrivent pas et le sous-effectif pousse tout le monde à bout. La météo hivernale avec ses pluies

et ses tempêtes a rendu le travail encore plus éprouvant, car ils doivent marcher des kilomètres en extérieur, sans parapluie ni capuche (interdits pour raison de sécurité).

Face à leur colère, la direction a tenté d'individualiser les problèmes en recevant en entretien les collègues séparément, qui n'ont reçu à ce moment-là que fausse compassion et vagues promesses. Les TA se sont donc constitués en collectif pour poser ensemble leurs revendications et choisir les délégués qui les porteraient à la direction. Ils demandent un meilleur roulement, des repos supplémentaires pour compenser les extrêmes-matinées et ils veulent pouvoir organiser leur travail selon les besoins de la production, qu'elles et ils connaissent mieux que personne.

Et pour que le message soit bien clair, ils se sont tous mis en grève une journée et ont débarqué en nombre à la réunion entre direction, représentants des grévistes et syndicat CGT !

La lutte est en cours et les collègues sont déterminés et plus unis que jamais pour gagner. Ils réfléchissent même à s'adresser aux autres services pour que leur mobilisation soit contagieuse.

CORRESPONDANTS • 31/03/2026



Les quatrièmes rencontres ouvrières du NPA-R

Nous étions près de trois cents à nos rencontres nationales ouvrières des 28 et 29 mars. Chaque année, c'est un moment privilégié, car notre implantation dans la classe ouvrière est le cœur de la construction de notre organisation, la pierre sur laquelle se construit

le futur parti communiste révolutionnaire, qui sera forcément collectif, qui attirera non seulement bien davantage de travailleurs et travailleuses mais devra aussi rassembler les courants de l'extrême gauche révolutionnaire qui n'ont pas abdiqué leur indépendance politique face à la gauche institutionnelle.

Oui, notre implantation dans les boîtes est notre oxygène. Nos camarades sont dans des dizaines de secteurs et d'entreprises. Dans vingt-quatre ateliers différents et deux plénières, ils ont échangé. Un immense pot commun d'expériences : luttes pour les salaires dans ces temps de NAO, luttes pour les conditions de travail, modalités d'intervention dans les syndicats ou les CSE, combat contre les idées d'extrême droite qui n'existent ou ne s'expriment pas de la même façon selon les régions et les lieux de travail, etc. Dans un but commun d'intervention et d'organisation des travailleurs pour se préparer aux luttes qu'il va falloir mener et qu'il ne faudra pas laisser

aux appareils syndicaux ni aux appareils politiques de la gauche. Trop souvent, pour ne pas dire toujours, ils les ont emmenées dans l'impasse d'un prétendu dialogue à sens unique avec les patrons ; dans l'impasse électorale d'un capitalisme à visage humain qui sortirait des urnes ; dans l'impasse du nationalisme, ce poison que les bourgeois voudraient nous faire avaler, d'autant plus quand ils s'arment jusqu'aux dents pour leurs sales guerres de pillage impérialiste.

La situation internationale aussi a été évoquée, parce que partout l'inquiétude monte contre les menées guerrières des puissances impérialistes, à commencer par la plus puissante d'entre elles, les États-Unis de Trump. Dans ce contexte, ont participé à nos échanges nos camarades des États-Unis (Speak Out Now), de l'État espagnol (Izar), d'Allemagne (RSO), comme les camarades d'Italie de Lotta Comunista. Nous avons abordé ensemble nos tâches communes de travailleurs révolution-

naires.

Oui, la libération des Iraniennes et des Iraniens ne peut venir que des classes populaires d'Iran, appuyées sur les travailleurs et les travailleuses de la région et du monde. Car oui, le régime capitaliste, théocratique et patriarcal des mollahs est un ennemi des travailleurs et des peuples. Mais comme Trump est l'ennemi des travailleurs et des femmes américaines. Comme Macron et ses amis patrons sont, ici, ceux qui portent les coups les plus durs à notre camp social. Oui, nos ennemis principaux sont dans notre propre pays !

Sur ces deux pages, nous publions quelques extraits de nos interventions. Bien davantage de nos échanges seront publiés sur notre site et nos réseaux sociaux. Et mieux encore : prenez contact avec nous. Venez militer avec nous !

LA COMMISSION OUVRIÈRE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

INTERVENTION DE FLORENCE, TRAVAILLEUSE SOCIALE POUR LA VILLE DE PARIS

Priorité à l'auto-organisation

Notre NPA-R est une organisation avec des camarades implantés dans beaucoup de secteurs : les transports, la poste, la santé, l'industrie automobile, pharmaceutique, l'éducation, le social, etc. Ce qui veut dire être aussi implantés dans nos syndicats, mais on doit être bien conscients de leur nature contradictoire, à la fois organisations de masse, mais aussi intégrés à l'appareil d'État capitaliste, avec des fonctionnements bureaucratiques. Alors nous y sommes présents, pour créer des grappes de solidarité et de combativité, mais en y mettant des conditions essentielles : développer l'auto-organisation avec nos collègues et réfléchir à nos interventions syndicales dans nos comités et dans le parti. Parce que sans réflexion collective des enjeux, on se fait fatalement absorber par leur fonctionnement. Donc c'est indispensable d'élaborer une politique communiste et révolutionnaire et indépendante vis-à-vis des directions syndicales.

LORS DU MOUVEMENT CONTRE LA LOI TRAVAIL...

Notre comité dans le travail social s'est créé en 2016 pendant le mouvement contre la loi Travail. Nous y avons mené une activité dans un collectif auto-organisé avec plein de collègues et d'étudiants du social qui se retrouvaient dans la grève, aussi bien pour peser dans la lutte interpro contre la loi travail, mais aussi pour faire le lien avec nos propres revendications sectorielles, qui en fait étaient les mêmes partout où on bossait.

« [...] faire le lien avec nos propres revendications sectorielles, qui en fait étaient les mêmes partout où on bossait. »

... UN RÉSEAU, UNE COORDINATION NATIONALE

Nos expériences se sont articulées par des centaines d'assemblées générales, de grèves actives, de cortèges communs et interprofessionnels, de confrontation directe avec les patrons et directions, ou même avec les forces de répression, quand on a envahi des lieux, etc. Cela a abouti à la construction d'un réseau et d'une coordination nationale du secteur qui a été capable de déborder les directions syndicales et de mener aux

plus grandes grèves de ces quarante dernières années dans le secteur. Alors évidemment on fait face aussi à des périodes de reflux, mais tous ces liens sont des acquis. Ce qui permet au parti d'aider à penser l'action révolutionnaire dans un temps plus long.

Pendant la grève des retraites de 2023, nous avons aussi mené des actions comme l'envahissement de la mairie du 9^e qui appelait à la réquisition des éboueurs grévistes ou à utiliser les sociétés privées. Il y a aussi toute l'activité syndicale qu'on mène, en contradiction bien souvent avec la direction de notre syndicat. Comme pendant la grève de l'ASE (aide sociale à l'enfance) où un des permanents refuse que les grévistes décident elles-mêmes de qui va composer la délégation reçue par la direction parce qu'il faudrait limiter le nombre à deux. Nous finissons par débarquer à 15 !

L'intérêt de construire des groupes politiques dans les entreprises c'est en partie tout cela : élaborer une politique commune ; proposer et discuter d'une analyse politique révolutionnaire avec les collègues ; regrouper les luttes ; prendre des initiatives ; mener une politique indépendante des syndicats.

Avoir comme boussoles la grève et l'auto-organisation des travailleurs et travailleuses.

« C'est indispensable d'élaborer une politique communiste et révolutionnaire et indépendante vis-à-vis des directions syndicales. »

INTERVENTION DE SELMA, CONDUCTRICE DE BUS

Aux municipales, des candidats du monde du travail qui incarnent les idées révolutionnaires

Se présenter comme candidat (en l'occurrence comme candidate !) aux élections, c'est à chaque fois un petit événement pour les collègues. Cela suscite la fierté et des discussions. Se présenter à des élections c'est un point d'appui pour développer le niveau de conscience autour de nous. Cela permet un ancrage pour la construction de groupes politiques dans l'entreprise, cela donne une visibilité à nos idées, un repère de qui nous sommes. Pour le dire autrement, il s'agit de faire que les travailleurs aient confiance en eux-mêmes et

« Même en dehors des élections, tout le monde a des idées. »

se sentent la force de s'exprimer sans intermédiaires. C'est aussi l'occasion de défendre notre politique dans les luttes : la grève aux grévistes, la démocratie ouvrière, les comités de grève...

Même en dehors des élections, tout le monde a des idées. Tout le monde les discute

à un moment où un autre à la machine à café. Et il y a beaucoup de confusion autour de nous, d'idées réactionnaires qui trainent. Il faut trouver comment y répondre, comment taper juste, que ce soit sur des grands sujets d'actualité politique nationale ou internationale, mais aussi sur des choses du quotidien au boulot. Il nous faut créer du lien, apprendre à se connaître, réfléchir comme faisant partie d'un même groupe, d'une même classe.

COMMENT RÉPONDRE, COMMENT TAPER JUSTE

Ce travail du quotidien, il faut le faire auprès de tous les collègues, syndiqués ou pas. Je prends l'exemple de l'ouverture à la concurrence et de la fin de la RATP comme entreprise publique, pour les travailleurs des dépôts de bus. Y compris syndicalement,

La suite de l'intervention page suivante ↗

Suite de l'intervention de Selma ↘

c'était indispensable de lutter contre toutes les formes de corporatisme, comme ce prétendu savoir-faire de la RATP qui serait meilleur que celui d'une autre boîte capitaliste du transport. Il fallait faire comprendre qu'il s'agissait pour les patrons de mettre en concurrence les travailleurs dans le transport. Bien sûr que c'est une attaque d'ampleur, mais si on ne discute pas avec les collègues de ce qu'est le capitalisme à l'échelle des multinationales du transport, on

ne pourra pas convaincre de l'intérêt de se coordonner ou de s'adresser aux autres travailleurs du transport.

Nos discussions au quotidien et le développement du niveau de conscience aide aussi à ce que demain les assemblées générales ne deviennent pas de simples meetings de repré-

« On se pense comme des bouts du futur parti révolutionnaire. »

sentants syndicaux, mais une assemblée où les travailleurs se sentent de prendre la parole, au-delà de nos statuts différents, de nos métiers différents, pour discuter et imposer des revendications unificatrices.

DEUX MOTS SUR LE PÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES

Le pôle des révolutionnaires, c'est l'idée que face aux offensives de la bourgeoisie, face aux confusions politiques auxquelles on est confrontés, il y ait une autre perspective qui puisse clairement s'exprimer. On a beaucoup

tenté de faire exister ce pôle dans le cadre des élections, mais encore une fois c'est aussi sur le terrain des entreprises que ça se joue. Réussir à s'adresser aux autres groupes communistes révolutionnaires, pour chercher à se comprendre, à établir des liens de confiance, à taper ensemble en proposant une même politique aux travailleurs, parce qu'on se pense comme des bouts du futur parti révolutionnaire. C'est indispensable.

INTERVENTION DE PIERRE, CONDUCTEUR DE BUS INTERURBAINS À propos de la CGT « Made in France »

« On en est à 546 plans de suppressions d'emplois engagés entre 2023 et mars 2026 »

Se tenaient cette semaine autour de Grenoble des « assises du made in France », un nom choisi, qui annonçait tout un programme ! Même dans la CGT, ce titre a pu faire jaser... mais on a pu y voir Séverine Dejoux, ex-déléguée syndicale à Vencorex, expliquer combien elle regrettait le rejet du plan de reprise de l'entreprise qu'elle avait concocté avec d'autres syndicalistes. Et de revenir sur la litanie d'interpellations que cette lutte contre la fermeture de son usine avait suscitée : d'abord la recherche d'un bon repreneur (c'est-à-dire un autre patron, mais gentil), puis la nationalisation (parce que le patron le plus gentil, ce serait l'État, sous-entendu dirigé par la gauche, tout ça la semaine de la mort de Jospin, chef et inspirateur du gouver-

nement auteur du record de privatisations), enfin ce projet de reprise du site ou des activités. Tout cela en discutant avec le ministère de l'Industrie (le gouvernement), ou le tribunal de commerce (le patronat), et en « négociant » au passage le nombre de travailleurs laissés sur le carreau. Résultat, selon les chiffres même de la CGT : on en est à 546 plans de suppressions d'emplois engagés entre 2023 et mars 2026, équivalant à 130 000 emplois en moins dont 60 000 dans l'industrie.

La lutte à Vencorex avait bien démarré par une grève avec occupation. De réelles questions sur l'organisation de la production s'étaient posées aux travailleurs de l'entreprise, et même le problème de s'adresser aux autres entreprises de la chimie avait été évoqué.

Lors de ces fermetures d'entreprises, nos perspectives de lutte sont lointaines ? paraissent utopiques ? peut être... mais pas plus qu'un changement de politique du ministère de l'Industrie ou du tribunal de commerce, ce à quoi concluent souvent les syndicalistes... Imaginer qu'un bon gouvernement de

« Nous devons défendre nos perspectives internationalistes au cœur des entreprises »

gauche pourrait peser sur des institutions conçues par et pour la bourgeoisie, c'est ne pas comprendre la nature de classe de l'État, et semer des illusions à son sujet. D'autant plus que ces illusions ne sont pas exemptes de préjugés nationalistes sur « notre » industrie, « nos » compétences. Plutôt que défendre les intérêts de notre bourgeoisie sur les cinq continents, nous devons défendre nos perspectives internationalistes au cœur des entreprises, attentifs aux intérêts des travailleurs de tous les pays, car nous appartenons à la même classe ouvrière.

INTERVENTION DE MARIA, POSTIÈRE Contre la montée des protectionnismes, des nationalismes et racismes

L'internationalisme ouvrier est notre boussole. Les travailleurs du monde entier sont pressurés par cette rapacité et cette fuite en avant qui prend une tournure de plus en plus guerrière, tandis que les États des grandes puissances mettent des budgets colossaux au service des groupes capitalistes. Cela fait partie de l'arsenal protectionniste dont le plus spectaculaire est évidemment celui des États-Unis qui ont le rapport de force économique et une armée puissante pour l'imposer.

« L'attribution des marchés publics en instaurant une préférence nationale ou européenne [...] ne protégeront en rien les travailleurs »

Les tarifs douaniers, les quotas d'importation ou d'exportation sur l'acier ou autre produit « stratégique », les règles de production à respecter pour instaurer ce qu'ils appellent une « concurrence équitable », l'attribution des marchés publics en instaurant une préférence nationale ou européenne - ce qui est discuté en ce moment - ne protégeront en rien les travailleurs, c'est plus à une cure d'austérité sévère qu'ils doivent s'at-

tendre. La guerre commerciale que se mènent les puissances se fera avec leur sueur s'ils ne reprennent pas le chemin de la lutte de classe avec leurs frères d'Amérique ou d'Asie. Le mythe du Made in France est agité par la panoplie des syndicats, des partis de gauche, de droite, par des patrons petits et grands de manière démagogique, il exploite les préoccupations légitimes des travailleurs qui se posent le problème de conserver leur boulot, de protéger le petit producteur du coin ou de polluer moins en consommant local. Mais c'est un mensonge réactionnaire, on leur demandera juste de faire des sacrifices et de serrer les dents !

« Dans la production mondialisée, les travailleurs sont interconnectés, manipulent des matériaux et pièces détachées [...] et sont souvent employés par les mêmes patrons aux quatre coins du globe. »

Dans la production mondialisée, les travailleurs sont interconnectés, manipulent des matériaux et pièces détachées venues du monde entier et sont souvent employés par les mêmes

patrons aux quatre coins du globe. Pour prendre conscience qu'ils ont des intérêts communs, que cet appareil de production mondial pourrait être rationalisé et mis au service des intérêts collectifs de l'humanité s'ils en prenaient la tête, il leur faut autre chose qu'une idéologie nationaliste. Les révolutionnaires sont les seuls à défendre une perspective lutte de classe et internationaliste : les travailleurs doivent se battre contre leur propre patron et leur État national, lutter pour arracher des salaires qui suivent l'inflation, pour sauver leurs emplois et pour le partage du temps de travail entre tous. Les travailleurs immigrés et ceux qui, par-delà des frontières, travaillent sous la férule des mêmes multinationales sont leurs potentiels et leurs seuls alliés. À un moment ou à un autre, c'est vital, les travailleurs devront remettre en cause à qui appartient cet appareil de production qui broie des vies, qui le dirige et comment. Ce n'est donc pas un hasard si le raidissement protectionniste actuel va de pair avec une politique migratoire de plus en plus féroce, répressive, dressant des murs pas seulement idéologiques mais bien réels entre les travailleurs, de manière à terroriser, à diviser, afin de maintenir un système capitaliste chaotique et incapable de répondre aux besoins de l'humanité.

Lisi Automotive : une nouvelle semaine de grève contre la fermeture

Les ouvriers de l'usine Lisi Automotive de Puisseux-Pontoise (95) sont toujours en lutte : mi-janvier la direction annonçait la fermeture, avec 131 licenciements à la clé. La grève qui a fait suite à l'annonce avait été interrompue par les négociations. La direction ne proposait que 300 euros d'indemnités supra-légales par année d'ancienneté, puis 1400 euros.

Lundi 23 mars, les ouvriers se sont remis en grève, ce qui a élevé le montant à 1800 euros en quatre jours (36 000 euros pour 20 ans d'ancienneté, 50 000 euros toutes primes confondues). En production, la grève a été suivie à 90 % sur les trois équipes (100 % sur deux d'entre elles). Elle s'est arrêtée vendredi : aussi sur injonction des syndicats. Certains ouvriers le disent : « Nos syndicats ne sont pas vraiment des chevaliers de la table de négociation ! » Car pour tout le monde, les miettes de la direction sont insuffisantes : 3 300 euros d'indemnité supra-légales par année d'ancienneté seraient un minimum.

Les négociations sont prévues jusqu'en avril - si la lutte n'oblige pas aux prolongations ! - et la fermeture pour octobre. Pour beaucoup, isolés et dos au mur, difficile de croire en la force de la lutte. Pourtant Lisi Automotive fabrique des fixations pour toute l'automobile : 30 % de la production fournit Stellantis, 18 % Renault, le reste pour Mercedes et BMW partout en Europe. Comme

le dit un ouvrier : Emmanuel Viellard, PDG de Lisi et président du Medef Franche-Comté, est « copain comme cochon avec la famille Peugeot », ex-actionnaire à 5 % de Lisi, qui a « retiré ses billes » à l'annonce de la fermeture. Preuve que les patrons, eux, savent se coordonner.

Alors qu'à quelques kilomètres, les salariés de Brandt Saint-Ouen-l'Aumône se battent eux aussi contre la liquidation de leur site, ceux de Stellantis Poissy contre la fermeture du leur, les ouvriers de toutes ces entreprises menacées dans la même zone pourraient bien, à leur tour, multiplier les contacts en vue de se coordonner. Une chose est sûre, quelle que soit l'issue et avant la fin des négociations, les ouvriers de Lisi Automotive n'ont pas dit leur dernier mot !

LÉO BASERLI • 31/03/2026



Pour la quatrième année, depuis août 2023, nos rencontres d'été révolutionnaires

Les inscriptions pour la quatrième édition de nos rencontres d'été révolutionnaires (RER) sont lancées. Nous passons cette année du Lot-et-Garonne au Vaucluse. Lieu différent - mais tout aussi agréable avec le soleil en prime - pour une même philosophie : allier cadre convivial et échanges en tous genres entre celles et ceux qui aspirent à construire une autre société, libérée de l'exploitation et des oppressions. Et échapper quatre jours durant à nos quotidiens pour souffler un bon coup, dans une ambiance fraternelle et respectueuse.

Ces rencontres d'été sont ouvertes à celles et ceux, déjà en lien ou pas avec des militants du NPA-Révolutionnaires, qui veulent découvrir les idées et les combats révolutionnaires. Et particulièrement aux lectrices et lecteurs de *Révolutionnaires*.

Venir à ces rencontres d'été révolutionnaires, c'est pouvoir participer à des débats sur des sujets d'actualité du moment, de la guerre impérialiste de Trump et Netanyahu en Iran et au Liban, avec la complicité des armements de Macron, à la lutte contre la montée de l'extrême droite partout dans le monde ; de luttes et mobilisations de travailleurs et de jeunes dans le monde, aussi, car il en existe qui fondent nos espoirs révolutionnaires. C'est aussi un ensemble de présentations, aux

contenus historiques, culturels et scientifiques entre travailleurs, travailleuses et jeunes pour élargir notre compréhension du monde... mais aussi réfléchir aux moyens de le changer.

Elles offrent également tout un panel de possibilités de détente, entre la piscine, la buvette, le terrain de pétanque, les tables de ping-pong, une chorale, des projections de films et même des concerts. Sans oublier l'accès à une librairie militante garnie de plusieurs centaines de références de tous styles : romans, bandes dessinées, essais sur l'actualité et l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire...

Nos RER sont également pensées pour accueillir les familles, avec une garderie gérée par des camarades du NPA-R dotés de toutes les compétences professionnelles requises.

Enfin, nous avons chaque année à cœur d'inviter des groupes révolutionnaires de toute la planète à se joindre à nous : Argentine, Turquie, Syrie, Australie, Grande-Bretagne... et bien d'autres !

Donc prenez date et langue avec nos militants et militantes pour vous inscrire.

ELIOR-DERICHEBOURG GRENOBLE : EN GRÈVE CONTRE LE MÉPRIS ET LE MANQUE DE MOYENS

Depuis jeudi 26 mars, une grève mobilise les 12 salariées de DESPS, filiale d'Elior-Derichbourg, assurant le nettoyage des Ehpad du groupe l'Arbre de vie à Grenoble. Débutée suite aux provocations d'une cheffe dont les grévistes ont obtenu le départ, la grève se poursuit pour contester le sous-effectif et le manque de moyens. Les salariées se donnent rendez-vous chaque matin devant l'Ehpad Reyniès pour se manifester auprès de la direction et organiser les suites de leur mobilisation.

La principale revendication est l'embauche. Les équipes ont en effet été réduites à quatre salariées par site au lieu de cinq auparavant. Elles descendent même à trois le week-end ou lorsqu'une collègue est absente. Les Ehpad du groupe comptent pourtant entre 84 et 93 chambres chacun, auxquelles s'ajoutent les salles communes, couloirs, bureaux... Une situation qui rend les cadences impossibles à tenir, avec de nombreuses retombées sur les conditions de travail et d'accueil du public. L'association à but non-lucratif l'Arbre de vie est issue des œuvres de charité chrétienne, le groupe compte trois Ehpad et un accueil de jour. Le directeur-général de l'association, Jean-François Chamberod, s'exprimait il y a un an sur les ondes de France Bleu Isère pour dénoncer le fait que « 99 % des établissements souffrent du manque de moyens et de personnel » tout en défendant son modèle associatif : « On s'efforce toujours, par exemple, de remplacer les personnels absents, ce que ne fait délibérément pas Orpea. »

UNE DIRECTION QUI REGARDE AILLEURS

Encore aujourd'hui l'association Arbre de vie assure n'avoir procédé à « aucune restriction budgétaire » concernant les prestations de net-

toyage, assurant au contraire que leur coût a augmenté. Difficile pourtant de croire que les directions de ces Ehpad n'ont pas remarqué les nombreux dysfonctionnements : heures non payées ; management brutal ; refus de former et recruter ; non-respect de restrictions médicales ; heures complémentaires non majorées ; contrats non régularisés ; prélèvements contestés pour une mutuelle refusée ; droits à congés sous-évalués ; tâches absentes de la fiche de poste et même manque de matériel ou de produits malgré les demandes.

La réponse d'Elior-Derichbourg aux grévistes se résume pour l'instant à une démonstration de mépris. Jeudi, le directeur régional de DESPS était présent sur le site, mais a refusé de rencontrer les grévistes. Par voie de presse, la société prétend que les douze grévistes ne seraient que cinq. Faute d'avoir convaincu les grévistes les cadres se sont retrouvés à devoir distribuer eux-mêmes les petits déjeuners habituellement servis par les agentes. Gageons que cette expérience leur permettra de mieux comprendre les revendications des grévistes !

CORRESPONDANT • 31/03/2026



4^e

RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

22 - 26 AOÛT 2026
DANS LE VAUCLUSE

Les
inscriptions
sont
ouvertes !

FILMS

CE QU'IL RESTE DE NOUS

CHERIEN DABIS

À travers une histoire familiale sur trois générations, c'est l'histoire du peuple palestinien que Cherien Dabis dépeint avec beaucoup d'humanité et d'émotion. Depuis la Nakba à Jaffa, les camps de prisonniers palestiniens, en passant par la vie dans les enclaves de Cisjordanie, la fresque parvient à nos jours, mais avant le début du génocide en cours. Les drames familiaux font ressentir la violence de la colonisation, la colère d'un peuple opprimé, sa rage contre l'occupation, mais aussi ses luttes, ses espoirs et ses joies. Le film nous plonge au cœur de l'intifada de 1987-88, quand l'armée israélienne avait tiré à balles réelles sur les manifestants en Cisjordanie et à Gaza, parmi lesquels nombre d'enfants et d'adolescents armés seulement de pierres. Plus de 1 550 Palestiniens avaient perdu la vie, tandis que 200 000 ont connu arrestation et torture.

Le récit n'est pas seulement historique, il pose politiquement la relation entre les deux peuples, complexe, mais avant tout violente, et illustre de manière touchante l'adage : « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre ! »

Et le film pose une question essentielle : les Israéliens peuvent-ils prendre conscience de ce que leur État fait subir au peuple palestinien ? Peuvent-ils le remettre en cause ? Sans pouvoir y répondre, et la suite de l'histoire rend l'interrogation plus cruelle, il termine sur une lueur d'espoir.

JEAN EINAUGIG • 31/03/2026



LA MAISON DES FEMMES

FILM DE MÉLISA GODET

À la frontière du documentaire et de la fiction, *La Maison des femmes* suit Diane, incarnée par Karin Viard, à la tête d'un centre inspiré de celui créé par la gynécologue Ghada Hatem Gantzer à Saint Denis pour soutenir et soigner les femmes victimes de violences. Des femmes battues, excisées, ou qui se battent pour obtenir des papiers. On découvre cette structure à travers le regard d'Inès, interne stagiaire interprétée par Oulaya Amamra, qui a renoncé à une carrière dans le privé pour intégrer l'équipe.

Le cœur de la Maison bat au rythme de l'équipe engagée qui la fait tenir debout au quotidien, et le film rend avec justesse cette dynamique collective. Assistantes sociales, gynécologues, psychologues, sages-femmes, animatrices d'ateliers sportifs et artistiques, un personnel principalement féminin, travaillent ensemble et agissent à tous les niveaux pour offrir des soins, un accompagnement psychologique mais aussi un soutien administratif et juridique.

La Maison des femmes met en lumière ces femmes accueillies, qui en deviennent les véritables héroïnes. Progressivement, elles apprennent à se raconter, à se rencontrer, à se reconnaître aussi comme victimes - une étape déterminante dans leur reconstruction. Les dispositifs proposés prennent vie à l'écran : un atelier de danse pour se ré-approprier son corps et retrouver le plaisir du mouvement, des groupes de parole pour raconter son histoire, ou encore l'art-thérapie. Le film capte avec sensibilité ces moments réparateurs.

Mais *La Maison des femmes* est à bout de souffle, subissant de plein fouet les coupes budgétaires. Le film évoque sans détour ces restrictions qui obligent parfois les équipes à choisir entre les projets ou à réduire le temps consacré aux patientes, alors même que la salle d'attente ne désemplit pas. Rien n'est éludé sur les tensions que cela engendre. Face à la pression permanente, l'équipe soignante lutte sans relâche pour obtenir des financements.

À travers des figures comme Manon, interprétée par Laëticia Dosch, sage-femme épuisée enchaînant les consultations sans pause et peinant à concilier vie professionnelle et personnelle, ou Inès, confrontée à ses propres fragilités, le film dresse le portrait humain de celles qui font vivre ce lieu.

La Maison des femmes s'impose comme un film puissant et réaliste qui rappelle combien ces lieux de reconstruction sont essentiels, tout en signalant leur précarité grandissante - une réalité qui tranche avec les promesses de Macron sur « la grande cause du quinquennat ».

MARTIN ERAUD • 31/03/2026



DOCUMENTAIRE

LES SOLDATS FRANÇAIS DU REICH

JEAN BULOT, 2024.

Disponible en replay sur www.arte.tv jusqu'au 15 septembre 2026

Entre 1941 et 1945, plusieurs milliers de Français se sont engagés comme supplétifs de l'armée allemande sous le nom de « Légion des volontaires français contre le bolchevisme » (LVF), ou bien carrément dans la Waffen-SS, la branche militaire du parti nazi. Le prétexte à cette collaboration militaire ? Défendre l'Europe contre une supposée menace soviétique. En fait, des militants de l'extrême droite de l'époque saisissent l'occasion offerte par l'invasion de l'URSS par les troupes d'Hitler le 22 juin 1941 pour jouer, au départ à peu de frais, les seigneurs de guerre. Avec une propension à la barbarie inversement proportionnelle à ses bien piètres talents militaires, la LVF est bien vite affectée à la surveillance et la persécution des populations situées sur les arrières du front germano-soviétique. Or, c'est précisément là que se déroule une partie majeure de l'extermination des Juifs, la « Shoah par balles ». Les soudards de la LVF puis de la division SS « Charlemagne » ne tardent pas à se couvrir les mains de sang.

Appuyé sur des documents et des témoignages de première main, éclairé par les commentaires de quelques-uns des meilleurs historiens du nazisme et du génocide juif (Tal Bruttman, Marie Moutier-Bitan, Masha Cerovic, Johan Chapoutot, Christian Ingrao), l'exposé méthodique de Jean Bulot apporte un démenti cinglant à la mythologie dont l'extrême droite nimbe les prétendues « aventures » de ses « héros ». Une mythologie dont le corollaire est le négationnisme. Il fallait après guerre masquer à tout prix la participation au génocide des Juifs comme à la destruction systématique de villages biélorusses entiers. À partir de 1944, c'est la répression des maquis en France qui occupe une partie des anciens de la LVF recyclés dans la Milice de Darnand, ce bras armé de la collaboration vichyste. À Vassieux-en-Vercors et ailleurs, ils mettent en œuvre les méthodes avec lesquelles ils martyrisaient les Soviétiques quelques mois plus tôt. Et si certains payent après la chute du nazisme leur participation à quelques-uns de ses crimes, nombreux sont ceux qui passent sous les radars de l'épuration. Vite libérés, ils peuvent reprendre leur combat politique pour une Europe blanche. Jusqu'à fonder sous la direction de Jean-Marie Le Pen le Front national, ancêtre de l'actuel Rassemblement national.

MATHIEU PARANT • 31/03/2026

AGENDA :

Les fêtes d'avril et mai du NPA-Révolutionnaires

- **Montpellier,** le samedi 18 avril (rue de la Palissade)
- **Rennes,** le samedi 2 mai (12, rue Saint-Louis)
- **Rouen,** le samedi 30 mai (40 Rue des Coquelicots, Saint-Étienne-du-Rouvray)



Manifestation « Solidarité Palestine » à Paris : stop à la guerre impérialiste !

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Paris et dans une vingtaine de villes en France, samedi 28 mars, pour dénoncer les massacres en Palestine, au Liban et en Iran.

À BAS LA GUERRE DE TRUMP ET NETANYAHOU !

Depuis trois ans, les manifestations pour le peuple palestinien continuent toutes les semaines. Et pour cause, les massacres dans la bande de Gaza et la colonisation en Cisjordanie ne faiblissent pas. Au contraire, l'armée israélienne intervient une nouvelle fois au Liban et les États-Unis bombardent depuis un mois l'Iran. Tous les cortèges de la manifestation le rappelaient : États-Unis, hors du Moyen-Orient ! Mais c'est bien toutes les puissances impérialistes, dont la France, qu'il faut dégager !

UNE SOLIDARITÉ À MONTRER EN FRANCE

Pendant que Macron soutient l'État génocidaire d'Israël, ouvre ses bases militaires à l'armée américaine et déploie son porte-avions en Méditerranée, des milliers de travailleurs et jeunes rappellent que ces massacres ne se font pas en leur nom. Le gouvernement français cherche à faire taire

cette contestation, comme en témoigne l'important dispositif policier qu'il déploie à chaque manifestation ou son harcèlement judiciaire à l'égard des soutiens à la Palestine (comme Olivia Zemor et Nicolas Shahshahani d'EuroPalestine).

Ils ne réussiront pas à nous faire taire, continuons le combat !

UMA DAUNAI • 31/03/2026



Les assises du financement des facs, ou comment nous faire payer leur crise

Alors que la totalité des universités risquent d'être en déficit suite aux budgets de plus en plus restreints, des assises sur le financement des universités ont débuté jeudi 26 mars. Leur but : « objectiver la situation des établissements et tracer de nouvelles pistes d'économies », en clair serrer la ceinture.

On a eu droit à 1,5 milliard de moins en 2025 dans le budget de l'enseignement supérieur, des suppressions d'heures, de places, de postes... Alors à ces assises, une partie des syndicats étudiants, personnel et enseignants ont déjà quitté la pièce.

La question posée, c'est aussi celle des frais d'inscription. Et si on faisait payer les étudiants pour financer les facs ? « Un débat légitime » selon le ministre. Pour le gouvernement, rien ne doit être tabou ! Surtout pas quand c'est pour faire des économies dans les services publics ! C'est déjà ce que préparait la

mise en place de ce « Bienvenue en France », instaurant les frais d'inscription à plusieurs milliers d'euros pour les étudiants étrangers, voté en 2018. Longtemps contournée par les présidences d'université, cette mesure est maintenant mise en place dans certaines facs pour faire face au déficit. Une chose est sûre, le seul moyen d'obtenir de l'argent dans les universités, c'est bien en suivant le chemin des mobilisations comme le font les étudiants et le personnel de l'université Bordeaux-Montaigne, ou encore les lycéens marseillais face aux coupes de budget !

LOÏE FLORÈS • 31/03/2026

À L'UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE, ÉTUDIANTS ET PERSONNEL CONTRE LES COUPES BUDGÉTAIRES

Depuis un peu plus d'une semaine c'est la mobilisation à Bordeaux Montaigne contre les coupes budgétaires. La présidence entend supprimer 30 CDD sur les 120 que l'université embauche dans les bibliothèques, les services administratifs, la logistique ou l'accompagnement des étudiants. Elle coupe net dans les heures de formation : 12 000 heures en moins, soit l'équivalent de 60 temps pleins d'enseignants supprimés. Derrière ces suppressions, ce sont aussi les étudiants des classes populaires qui sont attaqués : moins de place, c'est plus de sélection et de concurrence pour entrer à l'université.

En assemblée générale, les étudiants soulignent qu'il s'agit aussi d'une lutte pour notre dignité : peut-on accepter que le personnel, qui fait tourner la fac où on étudie, se fasse virer ? Unis avec le personnel, ils refusent toute suppression de postes, toute suppression de places !

Le président de l'université, ce « Macron sans perruque » comme le nomment des étudiants, justifie ces coupes budgétaires par la menace d'une mise sous tutelle directe de l'État si aucune coupe n'était faite. Avec cet argument, il se retrouve ironiquement à mener... la politique de l'État !

UNE MOBILISATION AU JOUR LE JOUR

Les étudiants et le personnel ont multiplié les moyens d'action pour populariser leur lutte et l'étendre : assemblées générales et comités de mobilisation rassemblant plusieurs centaines de personnes, manifestation sur campus, envahissement du bâtiment administratif, opération « classes vides »... La présidence a d'ailleurs elle-même participé à gonfler le nombre des contestataires en évacuant personnel et étudiants des bâtiments sur le temps des AG par peur d'une occupation. En AG, on discute de faire monter la pression, de se lier avec les lycéens et travailleurs de l'éducation nationale qui subissent les mêmes attaques, notamment à Marseille. Nos ennemis sont communs : le gouvernement, et derrière lui le patronat commanditaire des coupes budgétaires !

FRED BAILHAU • 31/03/2026

Faut-il désarmer la police ?

AVEC OU SANS ARME, LA POLICE TUE

Le maire de Saint-Denis (LFI) annonce vouloir retirer aux policiers municipaux leurs LBD, cette arme qui a éborgné les Gilets jaunes. Pourtant, ces dernières semaines, la police n'a pas eu besoin d'armes pour blesser. À Toulouse, Vitry, Noisiel, leurs poings ont suffi amplement. À Rillieux-la-Pape, ce sont leurs chiens qui mordent à la gorge un jeune.

UN BRAS ARMÉ QUI FAIT DE LA POLITIQUE

Pour garantir son impunité et obtenir ses permis de tuer, la police s'organise. Les frondes des policiers après l'assassinat de Nahel en 2023 ou contre leur récent désarmement partiel à Saint-Denis, ont été organisées par les syndicats de policiers (SPDM, Alliance) et soutenue par l'extrême droite. Le premier appelle à « fuir les communes LFI », le second réclame la présomption de légitime défense contre le « laxisme » de la justice.

ARMEMENT ET DÉSARMEMENT : LES VENDEURS D'ILLUSIONS SONT DE SORTIE

Côté armement, la droite et l'extrême droite jouent la carte sécuritaire : il faut des flics avec armes, chiens et caméras pour

lutter contre « l'insécurité ». Eric Ciotti promet même « l'asile politique » aux flics souhaitant « fuir les communes de gauche ».

De l'autre côté, la gauche dite radicale ne fait que distribuer des illusions : le rêve d'un capitalisme « clean », 100 % pacifique, avec une police humaine en prime, made in conseil municipal. Mais police et exploitation sont étroitement liées : c'est elle qu'on appelle matraques en main dès que la violence de la société pousse les travailleurs à faire grève et manifester, les jeunes à relever la tête. C'est la police qui déloge les mineurs isolés étrangers lorsqu'ils se mobilisent pour obtenir un toit par exemple.

Pour en finir avec la police et ses violences, c'est bien toute leur société capitaliste qu'il faut renverser !

ALEXIS MICSHEN • 31/03/2026

APRÈS LES ÉCOLES, LES ÉTATS-UNIS DÉTRUISENT LES UNIVERSITÉS IRANIENNES

Le 28 mars, deux universités iraniennes (à Téhéran et Ispahan) ont été bombardées par les États-Unis et Israël. Les frappes impérialistes ne visent pas qu'à affaiblir le régime, mais également à terroriser et désorganiser la population iranienne, qui subit en prime un renforcement des persécutions politiques.

Mais c'est bien au sein des classes populaires d'Iran, de ces étudiants et travailleurs qui continuent de s'organiser contre la dictature et les prédateurs impérialistes que se trouve la clé de l'émancipation.

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @NPAJEUNES_REVO

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES